

# CERCLE AGÉNOR

---

*Le cercle centriste  
de réflexion et de propositions  
sur les enjeux internationaux*

**DÉCEMBRE 2018**

**Editorial : Voir clair**

*par l'équipe du Cercle Agénor, page 3*

**“Préserver la paix sans livrer l’honneur” : Georges Bidault et Emmanuel Mounier face aux accords de Munich (1938)**

*textes présentés par Pierre-André Hervé, page 7*

**“Le non-conformisme des années 1930 peut nous toucher aujourd'hui" : Entretien avec Jean-Pierre Rioux**

*propos recueillis par Pierre-André Hervé, page 36*

**De "Achtung - Panzer !" à "La guerre hors limites" : vers une nouvelle étrange défaite ?**

*par Kôichi Courant, page 45*





# EDITO

*par l'équipe du Cercle Agénor*

---

## VOIR CLAIR

“Et maintenant qu’au milieu de la nuit des bruits de guerre reviennent traverser notre chemin...” (Emmanuel Mounier, 1938)

L’année 2018 qui s’achève fut riche en commémorations lourdes de sens pour notre pays et notre continent européen. Le centenaire de l’armistice ayant mis fin, en novembre 1918, à la Première Guerre mondiale, est certainement le rappel le plus marquant, car il convoque le souvenir, encore proche, presque sensible, de la plus grande saignée que la France ait jamais connue. Dans ce contexte commémoratif, et alors que se profilent l’an prochain plusieurs échéances importantes pour l’avenir de notre continent (on pense évidemment au Brexit et aux élections européennes), le Cercle Agénor a mobilisé cette année son attention sur un autre événement qui s’inscrit dans la même trajectoire historique tourmentée de l’Europe : les accords de Munich.

Signés le 29 septembre 1938 par les chefs de gouvernement allemand, anglais, italien et français, ces accords visaient à régler une crise internationale localisée, dite « crise des Sudètes » en référence à cette région de la Tchécoslovaquie peuplée majoritairement de germanophones et convoitée par l’Allemagne nazie. Dans la mémoire collective européenne, ils ont surtout laissé le souvenir de la démission des démocraties, française et britannique, face à la volonté prédatrice des dictatures, Allemagne en tête, qui allaient bientôt se lancer à la conquête sanglante du reste de l’Europe et ainsi déclencher la Seconde Guerre mondiale.

Nous avons fait ce choix car cet épisode historique et la période dans

laquelle il s'inscrit, celle de l'entre-deux-guerres et plus spécifiquement des années 1930, sont riches d'enseignements pour notre temps. Beaucoup, en France et ailleurs, jusqu'à l'actuel Président de la République Emmanuel Macron<sup>1</sup>, font même la comparaison entre ces années reliant les deux guerres mondiales. Les faits sont troublants, à l'évidence. La trajectoire historique paraît similaire, d'une crise économique et financière d'ampleur mondiale (1929 / 2008) à la montée des nationalismes et des autoritarismes, sur fond d'une crise simultanée de l'économie libérale, de la démocratie et du multilatéralisme, européen comme mondial. Toutes les grandes puissances mondiales (Etats-Unis, Chine, Russie, Turquie, Brésil, etc.) sont touchées par la dérive nationaliste et autoritaire. Une partie de l'Europe elle-même semble dépasser les traumatismes du XXe siècle en se jetant dans les bras de Victor Orban ou Matteo Salvini, tandis que le Rassemblement national (ex-Front national) et l'Alternative für Deutschland (AfD) patientent à la porte... Doit-on craindre une issue identique ? Il y a là un pas que nous ne franchissons pas. La comparaison entre les deux périodes est elle-même discutable sur bien des points, comme le fait remarquer l'historien Jean-Pierre Rioux, dans l'entretien qu'il nous a accordé. On aurait tort toutefois de mépriser les leçons du passé.

Alors que, face aux événements angoissants du temps, ceux qui l'avaient oubliée redécouvrent la dimension tragique de l'histoire, il nous a paru utile de proposer à tous de relire des textes rédigés au coeur des heures les plus sombres de notre histoire par quelques esprits plus éclairés, lucides et visionnaires que les autres. Pour en tirer des leçons, donc, et y puiser les forces nécessaires à l'affrontement des tempêtes qu'annoncent peut-être ces événements. Le dossier thématique central de ce numéro de la revue du Cercle Agénor réunit donc plusieurs articles et extraits d'articles rédigés dans le contexte de la crise des Sudètes et des accords de Munich par deux de ces personnalités exceptionnelles, qui mesurèrent alors avec une rare acuité l'ampleur de la menace que faisaient peser les dictatures, nazie en particulier, sur le présent et l'avenir de la France, de l'Europe et du monde : Emmanuel Mounier et Georges Bidault.

<sup>1</sup> URL : <https://www.ouest-france.fr/politique/emmanuel-macron/info-ouest-france-emmanuel-macron-le-moment-que-nous-vivons-ressemble-l-entre-deux-guerres-6045961>

Notre volonté, au Cercle Agénor, de rappeler les positions, courageuses car isolées et justes car prophétiques, adoptées face aux événements de l'automne 1938 par ces deux représentants de la famille centriste ou « centrale »<sup>2</sup> de la vie politique française, vise d'abord à comprendre les ressorts de leurs choix, puisés à la source de ce courant de pensée politique. Elle cherche aussi à s'inspirer, pour nourrir notre débat public actuel, des débats sur la guerre et la paix et sur le pacifisme qui ont animé, dans les années 1930, la classe politique française jusqu'au coeur du courant centriste ou « central ».

Doit-on faire la paix à tout prix ? Telle est, en effet, la question que pose le débat de l'automne 1938. La réponse, négative, apportée par Mounier et Bidault, a pu surprendre, s'agissant de personnalités connues jusque là pour leur engagement passionné en faveur de la paix. Mais, pour eux, la paix ne doit pas se faire à tout prix. Pas au prix du non-respect de la parole donnée, pas au prix de l'abandon des amis, pas au prix de la soumission à la dictature. « Ni la justice par la guerre, ni la paix sans la justice », résume Bidault dans un texte publié le 17 septembre 1938, quelques jours avant la signature des accords de Munich.

Mais l'attitude de Mounier et Bidault pendant cette période dit quelque chose de plus que cela. Mounier, en particulier, est le représentant d'un courant original de l'histoire intellectuelle française, celui dit des non-conformistes, très minoritaire lui-aussi lorsqu'il se manifesta dans les années 1930 mais qui fut, comme nous le rappelle également Jean-Pierre Rioux, le creuset d'une pensée réformatrice de l'Etat essentielle à la reconstruction de la France après-guerre. De façon plus générale, Mounier comme Bidault incarnent par leurs écrits et leurs engagements la vision du long terme, la vision stratégique, qui manqua si cruellement aux élites

<sup>2</sup> Nous utilisons ici la notion de famille ou de courant « central » de la vie politique française afin d'y intégrer des personnalités et des mouvements qui partagent avec les personnalités et les mouvements centristes un même corpus fondamental d'idées et de valeurs sans pour autant pouvoir être qualifiés de centristes au sens politique, partisan et institutionnel, du terme. C'est le cas en particulier d'Emmanuel Mounier, philosophe non engagé dans le jeu politique classique mais dont la pensée a exercé une influence majeure sur les personnalités et mouvements centristes.

politiques françaises dans l'entre-deux-guerres et mena la France tout droit vers son effondrement en 1940. Dans un article consacré à la dimension de stratégie militaire, qui complète utilement notre dossier central, Kôichi Courant s'inquiète précisément que la France d'aujourd'hui, et avec elle l'Union européenne, confrontées à la menace renouvelée du nationalisme conquérant aient oublié les leçons de la faillite stratégique française des années 1930.

En 1938, Mounier et Bidault, parmi quelques autres mais peut-être plus que d'autres, sont parvenus à trouver la synthèse de la lucidité face aux événements et de la vision claire de l'avenir, qu'ils projetaient sur le long terme du renouveau démocratique de la France et de l'Europe. Leur convergence ne relève pas du hasard. Leur propos et leur attitude, qui ne cédaient rien aux facilités du temps - ni à la fascination de la force, ni à son refus dogmatique, pas plus qu'à l'anti-germanisme - puisent en effet aux racines d'une même conception politique aussi singulière que puissante : humaniste, européenne et néanmoins patriote, démocrate et sûr de ses valeurs morales et spirituelles, pacifique et prêt au rapport de force, rigoureuse dans son analyse et libre dans son expression. Alors que les événements d'aujourd'hui appellent, plus que jamais depuis 1945, la mobilisation de tous ceux que préoccupe le sort de la paix, de la justice et de la démocratie, quel meilleur exemple que ce « en-même-temps » d'Emmanuel Mounier et Georges Bidault ?

# **“PRÉSERVER LA PAIX SANS LIVRER L’HONNEUR” : GEORGES BIDAULT ET EMMANUEL MOUNIER FACE AUX ACCORDS DE MUNICH**

*Textes présentés par Pierre-André Hervé*

---

Contexte : les accords de Munich -  
29-30 septembre 1938

Signés le 30 septembre 1938 par les chefs des gouvernements allemand, italien, britannique et français, les accords de Munich ont permis l’annexion par l’Allemagne des Sudètes, une région de la Tchécoslovaquie



peuplée majoritairement de germanophones. Cet épisode, décisif dans la période ayant conduit à la Seconde Guerre mondiale, s’inscrit lui-même dans une histoire qui remonte à la Première Guerre mondiale.

Farouche opposant au Traité de Versailles, que les autorités allemandes vaincues avaient été sommées de signer en 1919 et qu’il qualifiait comme beaucoup d’Allemands de « diktat », Adolf Hitler s’est attelé, une fois devenu chancelier de l’Allemagne en 1933, au démantèlement méthodique des termes du traité et à la réalisation de son projet de grand Reich regroupant l’ensemble des populations germaniques européennes. Après avoir remilitarisé la Rhénanie en mars 1936, il réalisa ainsi l’« Anschluss », l’annexion de l’Autriche, en mars 1938. Ce fut ensuite au tour de la Tchécoslovaquie de s’attirer la convoitise de Hitler. Ce pays, constitué au lendemain de la Première Guerre mondiale sur les ruines de l’Empire austro-hongrois, incluait en effet près de trois millions de germanophones, principalement dans la région occidentale des Sudètes, dont Hitler envisageait l’annexion. Outre la violation flagrante des traités qu’elle représentait, une telle entreprise menaçait l’ensemble de l’ordre

géopolitique européen puisque la Tchécoslovaquie était protégée par ses accords d'assistance mutuelle signés avec la France en 1924 et 1925 et avec l'Union soviétique en 1935. La France comme son allié le Royaume-Uni souhaitaient toutefois éviter à tout prix une confrontation militaire avec l'Allemagne réarmée, perspective face à laquelle le sort de la Tchécoslovaquie pesait peu. Le 15 septembre 1938, lors d'une rencontre avec Hitler à Berchtesgaden, trois jours après que le chancelier ait prononcé à Nuremberg un discours menaçant la Tchécoslovaquie, le Premier ministre britannique Arthur Neville Chamberlain consentit ainsi à accepter le résultat d'un plébiscite organisé dans les Sudètes. Le Président du Conseil français Edouard Daladier se rendit ensuite à Londres où il convint avec son homologue britannique d'une proposition conjointe stipulant que toutes les zones tchécoslovaques peuplées à plus de 50% d'Allemands soient livrées à l'Allemagne. Non consulté, le gouvernement tchécoslovaque refusa dans un premier temps ce plan franco-britannique mais fut forcé de l'accepter le 21 septembre. Le lendemain, Chamberlain retourna en Allemagne où il rencontra Hitler à Godesberg. A la surprise du Premier ministre britannique qui croyait tenir un bon compromis, ce dernier posa un ultimatum, réclamant désormais l'évacuation des troupes tchèques des Sudètes avant que l'armée allemande n'y entre le 28 septembre. La demande fut rejetée tant par les Tchécoslovaques que par les gouvernements britannique et français. Le 23 septembre, la Tchécoslovaquie ordonna la mobilisation générale, tandis que la France ordonna une mobilisation partielle le 24. Face à la menace imminente de la guerre, le chef du gouvernement italien Benito Mussolini proposa qu'une conférence internationale soit organisée afin de résoudre la crise. A condition que la Tchécoslovaquie et l'URSS en soient exclues, Hitler accepta et invita ses homologues Mussolini, Chamberlain et Daladier à se réunir autour de lui à Munich le 29 septembre. Le « Duce » italien y soumit un plan écrit, préparé en réalité par les Allemands, qui fut finalement accepté par les trois autres parties. Similaire à l'ultimatum de Godesberg, il exigeait l'occupation complète des Sudètes par l'armée allemande dans les dix jours et la constitution d'une commission internationale pour décider du futur des autres zones disputées. Le Royaume-Uni et la France informèrent ensuite la Tchécoslovaquie qu'elle avait désormais le choix entre la résistance par ses seuls moyens et l'acceptation du plan. Au pied du mur, le gouvernement tchécoslovaque céda. Avant de quitter Munich,

Chamberlain et Hitler signèrent parallèlement un pacte bilatéral de non-agression.

La France partagée entre la honte et le soulagement :  
« Munichois » et « antimunichois »

Au retour de leurs délégations respectives à Londres et Paris, Chamberlain et Daladier furent accueillis triomphalement par des foules soulagées que la guerre ait été évitée. Chamberlain osa même un : « *I believe it is peace for our time* » (je crois que c'est la paix pour le restant de nos jours). En France, le 1er octobre, la presse à grand tirage se fit l'écho de cette satisfaction populaire, à l'instar du *Matin*, qui titra « La victoire de la paix », ou du *Petit Parisien*, qui salua « la paix sauvée » et invita même, en une, les « mères et les enfants de France » à remercier les sauveteurs de la paix. Cette satisfaction populaire et médiatique trouva son expression politique le 4 octobre à l'Assemblée nationale par le vote très majoritaire des députés en faveur de la ratification des accords. Seuls les communistes votèrent contre, avec le soutien des deux voix discordantes du socialiste Jean Bouhey et du conservateur Henri de Kerillis. Publiés à l'été 1939, les premiers sondages de l'Institut français d'opinion publique, l'IFOP, créé en novembre 1938, confirmeront cette faveur majoritaire de l'opinion française pour les accords de Munich (57% d'opinions favorables) mais démontreront aussi l'existence d'une opposition significative aux accords (37% d'avis contraire). Cette opposition entre « munichois » soulagés et « antimunichois » inquiets se retrouve dans la presse, où la critique des accords était alors portée en France notamment par la presse communiste (*L'Humanité* en particulier) et la presse démocrate d'inspiration chrétienne.

Au sein de cette dernière, Georges Bidault (1899-1983), éditorialiste du quotidien démocrate-chrétien *L'Aube*, et Emmanuel Mounier (1905-1950), philosophe fondateur de la revue *Esprit*, n'avaient pas de mots assez durs pour manifester la honte de l'abandon de l'allié tchécoslovaque et dénoncer la faiblesse des dirigeants politiques et des médias français devant la dictature nazie, même si affleure toujours dans les textes de ces optimistes contrariés l'espoir d'une issue positive.

Mounier et Bidault, résistants avant l'heure, au nom des valeurs chrétiennes, humanistes et démocrates

Emmanuel Mounier et Georges Bidault sont deux des grandes figures tutélaires du centrisme français du XXe siècle, pour des raisons sensiblement différentes. Contrairement à Georges Bidault et ses amis de *L'Aube*, Emmanuel Mounier, trop soucieux de pureté spirituelle, ne s'est pas engagé dans l'action politique au sens partisan du terme, dont il se méfiait beaucoup. Néanmoins, par ses écrits philosophiques, théorisant le "personnalisme communautaire", il contribua largement au débat intellectuel et politique de son temps et eut une influence considérable sur tout un pan de la classe politique française, à commencer par la famille centriste, surtout dans sa frange démocrate-chrétienne. Militant avant-guerre du Parti Démocrate Populaire (PDP), petit parti centriste, Georges Bidault devint, quant à lui, à partir de la Seconde



Guerre mondiale l'un des grands leaders de cette famille politique. Mobilisé à sa demande en 1940, prisonnier de guerre puis cadre de la Résistance, dont il présida le Conseil National (CNR) après la mort de Jean Moulin, il fédéra autour de lui les résistants démocrates chrétiens pour former en 1944 le Mouvement Républicain Populaire (MRP), le grand parti centriste de la IVe République. Il occupa ensuite les plus hautes fonctions gouvernementales sous cette République, notamment celles de Président du Gouvernement provisoire, de Président du Conseil et de ministre des Affaires étrangères.

Quelles que soient leurs divergences par ailleurs, Mounier et Bidault ont eu la même lecture de la crise des Sudètes et des accords de Munich, lecture qui ne fut pas unanimement partagée au sein de leur famille de pensée. La posture antimunichoise adoptée par Mounier en particulier n'a pas été sans provoquer des remous au sein même de la revue *Esprit*, connue jusque là pour son positionnement pacifiste. Depuis sa fondation en 1932, la revue a ainsi, à plusieurs reprises, promu le dialogue franco-allemand, en dépit du danger alors incarné par la renaissance du nationalisme allemand. Au lendemain de la remilitarisation de la Rhénanie

survenue en mars 1936, Georges Duveau, l'un des cofondateurs de la revue, signait par exemple un appel à la conciliation avec l'Allemagne, ciblant les « peureux » qui se cabrent devant Berlin de crainte de devenir ses vassaux. En juin 1938, Mounier lui-même prônait encore la négociation avec l'Allemagne. Le ton adopté dans « Lendemain d'une trahison », l'éditorial qu'il publia en octobre 1938 suite aux accords et dont nous reproduisons ici plusieurs extraits, ne manqua donc pas d'irriter plusieurs collaborateurs de la revue, parmi lesquels Maurice de Gandillac, Roger Labrousse, Marcel Moré et Bernard Serampuy (François Goguel) qui publièrent une lettre de protestation dans le numéro d'*Esprit* daté de novembre 1938. De manière notable, Emmanuel Mounier reçut en revanche le soutien écrit de ses confrères démocrates-chrétiens Francisque Gay, fondateur de *L'Aube*, et Maurice Schumann, éditorialiste de plusieurs autres journaux démocrates-chrétiens (*Sept*, *Temps présent*, *La Vie intellectuelle*), qui partageaient, comme Georges Bidault, ses inquiétudes.

Compte tenu de ces nuances et tensions internes à la famille de pensée démocrate d'inspiration chrétienne, la convergence profonde des points de vue de Mounier et Bidault sur Munich n'en est que plus signifiante. On recommande vivement la lecture complète des textes qu'ils ont écrits, l'un dans le journal *L'Aube* l'autre dans la revue *Esprit*, tout au long de l'année 1938 et en particulier dans ce contexte de la crise des Sudètes et des accords de Munich. Outre la lucidité assez prodigieuse de ces textes au regard de ce qu'il advint quelques semaines, mois ou années plus tard, leur lecture est troublante pour le lecteur d'aujourd'hui qui peut y trouver matière toujours pertinente à réflexion sur les crises et les guerres de son temps. Il suffit pour s'en convaincre de relire les analyses de Georges Bidault sur l'affaiblissement de la Société des Nations, les bombardements aériens des villes de Granollers et Canton ou la conférence d'Evian sur les réfugiés, que bien des observateurs des crises actuelles, de celle du multilatéralisme à celle des réfugiés en passant par les guerres de Syrie et du Yémen, ne renieraient pas. Par choix et nécessité cependant, nous ne présentons ici que quelques exemples, particulièrement éclatants, de cette lucidité appuyée sur les valeurs chrétiennes, humanistes et démocrates, circonscrits à l'épisode des Sudètes et de Munich.

Dans ces textes que vous pourrez retrouver ci-après, Mounier et Bidault, pamphlétaires implacables, n'épargnent aucun acteur et observateur des événements alors en cours, pas même, s'agissant de Mounier, *Esprit* et ses amis, mais ils se refusent à la simple dénonciation. S'ils condamnent avec force la démission morale des élites politiques et médiatiques et d'une partie du peuple français face à l'initiative hitlérienne, qu'ils analysent au passage finement, il voient dans le sursaut de l'Allemagne, négatif mais sursaut tout de même, l'occasion d'un sursaut français. « L'humiliation de la France peut dater en même temps le réveil de la France », lance ainsi Mounier après avoir listé, avec prescience, les prochaines étapes de l'offensive allemande. Le texte de ce dernier se termine sur l'espoir de l'unité européenne, une fois qu'auront été désarmés l'esprit de Versailles et celui de Nuremberg. Tandis que Bidault garde la conviction que le peuple français gagnera « la bataille de la Marne de son propre redressement en trouvant en lui-même, à défaut des cadres politiques qui l'ont désemparé, les chefs encore inconnus qui seront dignes de son passé et de sa vocation ». L'avenir leur donnera raison, sur tous les plans, des succès initiaux du nazisme au surgissement de la Résistance, creuset du renouveau français et européen.

## **BIBLIOGRAPHIE**

Association des amis du Président Georges Bidault, *Les éditoriaux de Georges Bidault : "L'Aube" 1938, 1992.*

Serge Bernstein et Pierre Milza, *L'Allemagne de 1870 à nos jours*, Armand Colin, Paris, 2005. pp. 170-172.

Jérôme Fourquet, "1938-1939 : L'opinion française à la veille de l'entrée en guerre", *IFOP Collectors*, n°21, Août 2013. URL: <https://www.ifop.com/publication/ifop-collectors-n21-1938-1939-lopinion-francaise-a-la-veille-de-lentree-en-guerre/>

Emmanuel Mounier, "Lendemain d'une trahison", *Esprit*, n°73, octobre 1938. URL: <https://esprit.presse.fr/article/emmanuel-mounier/lendemain-d-une-trahison-30594>

Jean-Luc Pouthier, "Chrétiens et démocrates, 1934-1944", *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle* (Cahiers Georges Sorel), n°13, 1995, pp. 67-80.

R. William Rauch Jr., *Politics and Belief in contemporary France. Emmanuel Mounier and Christian Democracy, 1932-1950*, Martinus Nijhoff, La Haye, 1972, pp. 193-197.

Jean-Pierre Rioux, *Les Centristes, de Mirabeau à Bayrou*, Fayard, 2011, pp. 99-111.

Michel Winock (présenté par), *La Trahison de Munich. Emmanuel Mounier et la grande débâcle des intellectuels*, CNRS Editions, 2008.

"Georges Bidault", notice biographique sur le site internet de l'Ordre de la Libération.

URL : <https://www.ordredelaliberation.fr/fr/les-compagnons/93/georges-bidault>

"Munich Agreement", *Encyclopedia Britannica*. URL : <https://www.britannica.com/event/Munich-Agreement>

## **MENTION SPÉCIALE RELATIVE À LA SOURCE DES TEXTES REPRODUITS CI-APRÈS ET AUX DROITS D'AUTEURS AFFÉRENTS**

*Les éditoriaux de Georges Bidault, datés de mai à octobre 1938, ici présentés sont issus de l'ouvrage intitulé « Les éditoriaux de Georges Bidault : "L'Aube" 1938 », publié en 1992 par l'Association des amis du Président Georges Bidault. Ils sont également, pour partie, accessibles, à partir du site de presse de la Bibliothèque Nationale de France (Retronews). En dépit de tous nos efforts, nous n'avons pas été en mesure de collecter l'ensemble des informations afférentes aux droits de propriété intellectuelle des textes de M. Bidault reproduits dans cette publication. Tous les droits en sont réservés et nous-mêmes réservons les conditions habituelles de l'édition à toute personne concernée dès lors qu'elle se sera manifestée.*

*L'éditorial d'Emmanuel Mounier « Lendemain d'une trahison », daté d'octobre 1938, est, quant à lui, issu de la bibliothèque numérique Gallica de la Bibliothèque Nationale de France. Il est, par ailleurs, notamment accessible sur le site internet de la revue Esprit [www.esprit.presse.fr](http://www.esprit.presse.fr) (URL : <https://esprit.presse.fr/article/emmanuel-mounier/lendemain-d-une-trahison-30594>), et, en version préfacée et annotée, dans l'ouvrage présenté par Michel Winock intitulé « La Trahison de Munich. Emmanuel Mounier et la grande débâcle des intellectuels », publié en 2008 aux éditions du CNRS. Ce texte est reproduit ici avec l'aimable autorisation de la Revue Esprit.*

## « QUELLES CONCESSIONS ? »,

par Georges Bidault, L'Aube, 26-27 mai 1938

Le gouvernement britannique et le gouvernement français insistent à nouveau pour que Prague fasse les concessions indispensables. Ils ont évidemment raison : l'Etat tchécoslovaque ne saurait éluder la nécessité qui s'impose à lui d'élargir notablement sur son territoire les franchises des nationalités allogènes. Mais comment ? Mais jusqu'où ? Voilà le problème. La solution n'en est pas facile.

Il faut d'abord observer que les Allemands requièrent des Tchèques tout ce qu'ils refusent eux-mêmes à leurs propres minorités. Même situation en Pologne, ce qui est intéressant à rappeler au moment où une communication officielle de Varsovie dément le rôle honorable qui avait été prêté - témérement, avouons-le - au colonel Beck. Tous les griefs que quelques spécialistes improvisés puisent dans des trésors de fraîche érudition doivent être adressés d'abord à d'autres qu'à la Tchécoslovaquie. En premier lieu à ceux qui ont l'audace de se faire ses accusateurs.

Mais nous ne sommes pas, hélas ! en un monde où l'on ait souci des justes proportions. Aussi ceux qui ont à peu près tout à se reprocher n'hésitent-ils pas à déchaîner sur le gouvernement de Prague un tourbillon de critiques dont ils ont préalablement négligé de rechercher s'ils y échappaient eux-mêmes. Il faut pourtant s'accommoder d'une telle situation. Par notre faute, nous en sommes à cette situation humiliée d'avoir à enregistrer, pour cause de réalisme, le rapport brutal des forces et parfois même, ce qui est encore pire, le rapport des scrupules.

Il reste une difficulté. Quelles concessions devrait faire la Tchécoslovaquie ? En termes à peine déguisés, je vois qu'ici ou là on déclare que les Tchécoslovaques ont à concéder tout ce qu'on leur demandera. Personne naturellement n'ose le dire clairement, mais c'est bien le sens.

Je dis non. La Tchécoslovaquie est un Etat mal fait, c'est entendu.

Le traité de Versailles est un traité mal fait, c'est entendu. On s'est opposé sottement à une révision pacifique des traités à l'époque où une telle révision était praticable. Mais ceux qui nous ont reproché de ne pas nous en tenir à la lettre n'ont pas qualité pour plaider aujourd'hui l'abandon de l'esprit.

Il y a des choses que la Tchécoslovaquie ne peut pas, ne doit pas céder. Allons-nous lui conseiller de rompre elle-même l'alliance que nous avons signée avec elle ? Allons-nous lui recommander, ne fut-ce que sur une fraction de son territoire la mise en vigueur du « paragraphe aryen » ? Allons-nous lui indiquer des emplacements pour les camps de concentration destinés à recevoir nos amis fidèles, les hommes de culture française, les démocrates, les Juifs, les religieux, les syndicalistes et en général tous les hommes libres ?

S'il est des Français pour croire que l'Angleterre et la France ont à donner de tels conseils, même voilés, j'attends qu'ils le disent. C'est cependant ce qu'insinuent, si les mots ont un sens, quelques hommes qui en face de l'agression hitlérienne, trouvent que le gouvernement tchécoslovaque manque de modération. Ni la France ni l'Angleterre, ni le peuple ami dont la dignité dans l'épreuve redouble notre fierté d'alliés ne se prêteront à d'autres concessions qu'à celles qui peuvent préserver la paix sans livrer l'honneur.

## « CEUX QUI TRAHISSENT LA PAIX ET LA PATRIE »

par G. Bidault, L'Aube, 11-12 septembre 1938

Nous haïssons la guerre et, à la différence de certains néophytes du pacifisme, nous la haïssons depuis toujours. La guerre est un crime, une catastrophe et une sottise. Quand il s'est agi d'organiser la paix, quand il s'est agi de réaliser l'apaisement des esprits et des coeurs, quand il s'est agi d'obtenir le désarmement bilatéral et son contrôle, nous avons toujours été - et au prix de quels outrages ! - avec ceux qui, fidèles au sacrifice des morts, voulaient à jamais empêcher le retour du cauchemar. Chaque fois, nous avons trouvé contre nous l'acharnement de ces mêmes hommes qui, après avoir écarté toute conciliation, quand la conciliation était possible, en sont aujourd'hui à réclamer l'agenouillement de la patrie devant le péril que leur fanatisme et leur aveuglement ont contribué à ressusciter.

Nous, nous n'avons pas changé. Si des sacrifices peuvent fonder la paix, nous proclamons que ces sacrifices, même lourds, même très lourds, doivent être consentis. Si, par exemple, en échange de la neutralité tchécoslovaque, l'Allemagne s'engageait dans la voie d'un désarmement contractuel et vérifié, la neutralité tchécoslovaque serait en effet un élément de solution. Est-ce de cela qu'il s'agit ? Nullement. De prétendus nationalistes réclament aujourd'hui qu'on « laisse tomber » les Tchèques, sans autre contre-partie que de gagner quelques semaines et de perdre quelques alliés avant la ruée ou l'abdication. Je conçois qu'on calcule, avec cynisme, que la Tchécoslovaquie sera le prix qu'on achètera la paix. Mais peut-on croire sans démenche, ou affecter de croire sans trahison que l'abandon d'un peuple ami puisse détourner demain le Reich des nouvelles entreprises que son chef a toujours proclamées nécessaires et dont nous sommes les victimes désignées ?

L'abandon de la Tchécoslovaquie se présente donc non seulement comme une action sans honneur, non seulement comme une action sans profit, mais comme un geste qui sauve, si on peut dire, trois semaines de présent pour perdre irrémédiablement l'avenir. Il se trouve cependant des gens, parmi ceux précisément qui font profession de dénoncer depuis

vingt ans l'Allemagne et ses desseins, pour réclamer que la France se réserve à la seule défense de ses « intérêts immédiats ». « Y en a marre des Tchèques », matraqueurs des pauvres Sudètes, etc. Ne croyez pas que j'invente. Vous trouveriez tout cela et pis encore dans les articles qu'ont publiés ces jours-ci deux quotidiens marseillais, *Le Petit Marseillais* et *Le Soleil de Marseille*, articles qui, dans les circonstances où ils ont encouragé Hitler, constituent au sens propre du mot des actes de haute trahison.

Le peuple français qui aime passionnément la paix saura se souvenir de ceux qui, par fanatisme pour les régimes fascistes, l'ont lâchement frappé dans le dos. Il fera tout pour sauver la paix, et il sait que ce n'est pas en se suicidant qu'il la sauvera. Mais il n'oubliera pas qu'au moment critique le péril a été aggravé du fait de l'usage que l'adversaire a pu faire de ce qu'ont publié chez nous au détriment du salut public les rédacteurs du *Bonnet blanc* de la nouvelle trahison.

## « **TOUT DE MÊME, PAS DE DÉBANDADE** »

par G. Bidault, L'Aube, 22 septembre 1938

Après les journées étouffantes que nous avons déjà vécues, nous pensions avoir atteint le fond. C'était une erreur et nous avons connu pire.

On lit dans *Paris-Soir* une version de la nuit et de la journée d'hier à Prague selon laquelle la France et l'Angleterre faisaient savoir qu'au cas où la Tchécoslovaquie ne consentirait pas au « plan franco-britannique » de cession des districts sudètes à l'Allemagne, M. Benès devrait perdre « ses dernières illusions ».

Nombre de Français, en lisant ce récit n'ont pu manquer de lui refuser créance. Malheureusement ce récit est confirmé de point en point par le texte radio-diffusé de Prague qui explique dans quelles conditions le consentement au « plan franco-britannique » lui aurait été arraché. Les événements vont vite et nous allons maintenant passer à d'autres exercices pour lesquels nous avouons que la France ne se présente pas en brillante posture. Pourtant, ne serait-ce que pour l'histoire et pour ceux qui dans ce pays sont restés attachés à la notion d'honneur national, il est important de savoir si c'est bien une telle attitude que comportait le « plan franco-britannique » qui fut exposé au retour de Londres. Je n'ai pas gardé le souvenir que ce qui a été dit naguère du « plan franco-britannique » par les voix les plus autorisées, ait comporté quoi que ce soit de ce genre. Je n'ai lu nulle part que le gouvernement tchécoslovaque ne serait pas laissé libre et qu'à Londres le traité de 1925 entre Paris et Prague avait été à l'insu de l'un des signataires subordonné à une convention postérieure. Une impression de trouble et de honte se dégage invinciblement du développement des faits depuis une dizaine de jours.

Mais l'histoire, nous la ferons plus tard, si nous sommes encore de ce monde et s'il reste à la surface de la terre un pays libre où l'on puisse encore l'écrire. Sous la pression franco-anglaise, le gouvernement tchécoslovaque a accepté la cession des Sudètes à l'Allemagne. Ce deuxième Anschluss a été imposé par des puissances que la Tchécoslovaquie avait toute raison de considérer comme amies. Nous

avons donc protesté avec colère et avec larmes - colère tardive, larmes vaines - contre le premier Anschluss. Nous avons de nos mains accompli le second. Et en échange de ce sacrifice de prestige d'intérêts et d'honneur dont je cherche en vain l'équivalent dans toute notre histoire, personne n'est capable de dire quelles garanties concrètes nous aurions obtenues pour la paix d'après-demain.

Maintenant, tout de suite, un nouveau problème se pose : que va dire le Führer ? A la vérité, on s'en doute. Il va dire qu'il exige maintenant pour la Hongrie et pour la Pologne le bénéfice de ce qu'il a obtenu pour lui-même. Cette perspective n'a pu manquer d'inquiéter les plus déterminés optimistes d'hier. Voici ce que dit *Le Temps* :

*« Que l'on réfléchisse à ce que serait l'avenir de l'Europe si la crise devait continuer à évoluer dans ce sens, si, du fait des revendications polonaises et hongroises, d'autres amputations de l'Etat tchécoslovaque devaient être envisagées, et si d'autres frontières de ce pays devaient être remises en question. D'une part, l'intervention en force de la Hongrie aux côtés du Reich risquerait de faire jouer automatiquement le traité qui lie les trois Etats de la Petite-Entente, et il en résulterait un conflit qu'il serait difficile de localiser. D'autre part, l'asservissement définitif de la Hongrie à l'influence allemande - et, avec le mouvement national-socialiste qui se marque déjà avec tant de force dans ce pays, cette éventualité n'est certainement pas exclue - aurait pour effet de porter directement l'hégémonie politique et économique germanique jusqu'aux portes de la Roumanie et toute la région balkanique. Il y a là une situation en présence de laquelle la France et l'Angleterre doivent se concerter d'urgence et adopter une position commune avant que M. Chamberlain fasse le voyage à Godesberg et avant que l'Europe se trouve devant un nouveau fait accompli. »*

Evidemment, mais peut-être aurait-il fallu y penser plus tôt. Quand on fait une chute en montagne, il faut se raccrocher dans les premiers mètres, sinon on est perdu. Je veux croire que nous en sommes encore à l'extrême limite du moment où il est encore possible de se raccrocher. Mais maintenant, il n'est plus possible sans catastrophe totale de se laisser dégringoler plus avant vers l'abîme. Le « plan franco-britannique »

est quelque chose qui a été présenté sous les couleurs les plus favorables, qui est en fait un immense abandon. Du moins faut-il s'y tenir, s'y tenir absolument. Sinon, dans l'espace de quelques mois ou de quelques semaines, tout y passera, tout, absolument tout. Est-ce qu'on va se résigner à cela ? Nous pas, jamais.

## « L'ENDEMAINS D'UNE TRAHISON »

par Emmanuel Mounier, Esprit, 1er octobre 1938 (texte signé par  
E. Mounier le 22 septembre 1938)

- Extraits choisis -

Depuis six ans nous attendions que la France reçût quelque blessure salutaire. L'inquiétude sociale, les déceptions européennes avaient passé sur elle sans la sortir plus longtemps que pour quelques semaines d'une sorte d'indifférence pernicieuse. Nous pensions qu'elle était trop riche de biens et que le choc vital naîtrait un jour d'une certaine pauvreté. En mars, nous avons cru le temps venu. Mais un siècle de médiocrité n'avait pas sans résultat fait cheminer sa décomposition souterraine. Le 20 septembre 1938, l'effondrement a révélé le mal. Ce jour-là, un pays qui jouait un sursis de réputation sur Saint Louis et Vincent de Paul, la chevalerie et les soldats de l'an II, sur les croisades et 48, s'est retiré le droit à son héritage, jusqu'à ce qu'il le reconquière à la force d'une nouvelle histoire. Quand des hommes, un régime, un pays qui se sont faits pendant vingt ans les champions de la parole donnée et du droit des petites nations, renient leur signature avec préméditation\*, et en vingt-quatre heures, avec une sorte de hâte irritée qui sent le crime crapuleux, bousculent leur « protégée » vers le suicide, comment ne pas parler de déshonneur ?

(...) Si nos gouvernants ont choisi une paix ignominieuse, ce n'est pas seulement parce qu'eux-mêmes manquaient de foi et d'autorité. C'est parce qu'au même moment, démoralisés par le même mal, les rues et les villages de France grouillaient d'hommes suant de peur, que n'intéressaient ni la justice des Sudètes, ni la justice des Tchèques, ni l'Allemagne, ni l'Europe, ni la France, encore moins l'innocence de la France et même l'injustice de la guerre, mais une seule chose : un moratoire de tranquillité. Les bruits de guerre les trouvaient devant la mort aussi ahuris et éperdus qu'eût fait un banal accident de taxi, un morceau de corniche leur brisant le crâne. Une bourgeoisie désemparée qui n'a plus d'ardeur qu'à se défendre contre ses terreurs et redoute de

\* On commence à savoir que certains milieux officiels étaient résolus dès cet été [note d'E. Mounier].

toute aventure l'écroulement de son privilège, un petit peuple étourdi d'alcools qui pense à ses économies : on ne nous fera pas croire que c'étaient là des hommes qui ne voulaient pas tuer ; c'étaient bien plus simplement des hommes qui ne voulaient pas se battre. Et si des hommes résolus à ne pas tuer, à imposer un ordre d'où l'homicide direct et indirect soit éliminé, peuvent être une force inestimable de résistance, des hommes résolus à ne pas se battre ne font que surexciter les guerriers. Saint Augustin nommait la paix la sérénité de l'ordre. Elle est pour eux la tranquillité du désordre. Les uns imaginent que la paix est un bien que l'on garde sans bouger, méritant par cette sagesse une exemption d'infortune. Ils s'étonnent : « Que nous veut-on ? Nous ne réclamons rien, si ce n'est la sécurité de nos frontières, rien que de continuer à vivre, toucher des rentes, aller au cinéma, coucher et vivre sur notre réputation ». Ils voient la France comme une sorte de zone morte qui pourrait rester fixe quand tourbillonneraient autour les civilisations. Ils ne se rendent pas compte, nous ne nous rendons pas compte que ce soir où, en même temps que des millions d'hommes, nous nous sommes laissés suspendre devant un appareil beuglant à des paroles que nous entendions mal, tout notre avenir arrêté contre cette minute, nous acceptions déjà l'esclavage de cet homme. Le jour où ceux dont nous parlons ont accueilli la paix sauvée par notre démission avec ce « lâche soulagement » que Léon Blum avait au moins le courage d'avouer, on les eût étonnés de leur dire qu'ils jouaient sur un immense clavier humain le jeu d'une volonté que huit jours avant ils redoutaient. Hitler n'est pas seulement le dictateur de l'Allemagne. Pendant huit jours il a été le maître de la France, et de tous ceux dans le monde qui lui ont refusé dans leur coeur une de ces mille et une résistances dont on fait un barrage de civilisation.

Tout n'est pas encore dit. Il faut découvrir le visage de cette bourgeoisie française dont *Le Jour* et *Gringoire* ont été, pendant la crise, les porte-paroles. Il ne s'agit plus, avec elle, de soumission inconsciente. Très lucidement, bien qu'ils se couvrent encore de formes bienséantes, ils admirent. Bourgeois, ils admirent la puissance et le succès. Décadents, ils frémissent sous les manières brutales. Petits-bourgeois par le coeur, ils s'extasient sur les alignements, la pompe, la parade, sur ce comédien mystique qui devant cent mille hommes, quand les dieux le saisissent, pousse un bouton pour faire converger sur lui une batterie de projecteurs.

Et surtout, propriétaires en alarmes, ils voient dans ces masses compactes, dans cette police insinuée jusqu'aux ramifications de la vie privée, dans cet ordre de fer, la garde prétorienne qu'ils n'osent demander aux démocraties contre les menaces « du communisme ». Toute leur pensée internationale s'est épuisée à creuser une ligne Maginot en marge des dynamismes européens. Toute leur pensée politique se réduit à préparer, avec un béton humain, une ligne Maginot inviolable contre les dynamismes révolutionnaires. Ils se trompent sans doute radicalement sur le sens des fascismes, qui n'utilisent la force bourgeoise que comme une plaque tournante. Mais ils pensent avec celui d'entre eux qui disait il y a 50 ans se sentir plus près d'un hobereau prussien que d'un ouvrier français. On ne comprendra rien au comportement de cette fraction de la bourgeoisie française si on ne l'entend murmurer à mi-voix : « Plutôt Hitler que Blum ».

Une bourgeoisie aux abois ; une vie politique sans foi ni loi ; un peuple usé de déceptions et de divertissements, voilà les responsables de la démission de la France. Puisque ce n'est pas la première fois que nous prenons position sur le problème qui lui a offert l'occasion\*, il nous faut maintenant montrer où elle a pu s'inscrire.

Depuis que la question est posée, après l'Anschluss, et qu'elle a divisé l'opinion française, on entend bien moins les parties discuter sur le fond que se jeter à la tête les accusations croisées de défaitisme et de bellicisme. Nous avons été divisés comme les autres, et si je vais faire un peu remonter dans le temps notre examen de conscience politique, ce n'est pas dans le vain propos de trouver dans nos attitudes plus d'unité ou de continuité que des événements précipités ne le permettent, mais parce que nous pourrions peut-être, sur notre cas, départager les vrais défaitistes et les vrais bellicistes de ceux qui refusent, comme le disait Churchill, de cumuler la guerre avec le deshonneur.

(...) Certes nous nous tenons en garde. L'antifascisme est un bon prétexte, multiplié dans certains cas par le motif religieux, pour ranimer

\* Voir notamment : La guerre pour la Tchécoslovaquie ? par A. Dami, E. Bricon, J. Madaule, et, depuis, nos chroniques de politique étrangère [note d'E. Mounier]

dans l'âme populaire et dans la sentimentalité bourgeoise le vieil antigermanisme que l'école primaire et l'Académie ont consolidé par toutes sortes d'images et de confusions sentimentales depuis nos enfances trop nourries d'Alsace-Lorraine. On rapporte que c'est un journal d'inspiration chrétienne qui a pour la première fois, ces jours derniers, réimprimé le mot « boche ». Sous la plume d'un Cardinal, qui a pourtant montré en d'autres circonstances une courageuse intelligence des exigences de l'esprit chrétien, nous voyons ressortir, par une sorte d'automatisme lyrique, le style et l'anecdote réconfortante du Bulletin des armées. Cela venait de loin. Depuis quelques mois, un hebdomadaire qui n'a jamais été professionnellement nationaliste nous ramenait ces dessins affectés à la propagande morale où la vulgarité du trait, la bêtise et la déclamation s'essouffent ensemble au pathos. Je me rappelle le pincement que j'ai senti quand le premier est apparu, chassant le monde angélique et distrait de Jean Eiffel. Et s'il appartient à une polémique aveugle ou de mauvaise foi d'accuser dans toute attitude de résistance une politique de guerre, sans en examiner l'inspiration, il n'est pas contestable que les slogans communistes en cours depuis trois ans ont désarmé la psychologie populaire de toutes ses méfiances contre les illusions de la guerre.

Mais la grande duperie de ces jours derniers a été de persuader l'opinion que le choix inéluctable était entre *la résistance identifiée à la guerre* et *la paix identifiée à l'abandon*.

Je n'ai pas à revenir sur les mobiles détestables qui ont imposé ou favorisé cette conviction dans l'opinion démissionnaire. Le malheur est qu'elle trouvait dans les meilleurs sentiments une apparence de légitimité. Je ne signalerai que les deux principaux glissements.

On a évoqué le caractère incontestablement allemand des territoires qui ont fait l'objet du litige, et la volonté des populations intéressées. Cette volonté, il est vrai, a pu rester pendant quinze ans silencieuse et l'excitation artificielle d'une bonne propagande sait aujourd'hui créer de telles « volontés » collectives à partir d'un germe insignifiant. Mais celle-ci était vivace en 1919 ; n'ayant cédé qu'à la force, elle devait renaître de la force. Le droit tant de fois invoqué par nous des

nationalités à la libre disposition semblait jouer à plein, et la propagande allemande ne s'est pas fait faute de le rappeler bruyamment à l'« hypocrisie des démocraties ».

Qu'est-ce à dire ? Que cette volonté était en effet un élément capital du problème. Mais il semble que ce principe des nationalités soit dans l'esprit public chargé d'ambivalences. Il couvre d'abord le principe d'une liberté culturelle des minorités : droit à conserver leur langue, leurs coutumes, et une certaine autonomie administrative, dans les plus larges limites compatibles avec la cohésion d'un Etat qui s'impose à un moment donné comme réalité historique. Mais il est interprété aussi, par l'Allemagne actuelle notamment, comme le droit pour quiconque appartient à un groupe culturel national d'appartenir à la communauté politique la plus puissante qui représente cette culture. On ne peut en deux lignes discuter cette seconde formule. Remarquons seulement qu'elle ne correspond pas à un mouvement spontané de l'histoire (l'unité suisse le prouve, et la manière dont elle se renforce de jour en jour à mesure que ce principe même la menace). Lorsqu'elle est revendiquée par un système centraliste, elle tend à aggraver l'hypertrophie des Etats massifs, qui est une pente catastrophique de l'histoire moderne. Quand bien même enfin, elle devrait jouer sous cette forme comme un des éléments d'un équilibre international, il est certain qu'elle ne peut jouer *seule*, cet équilibre étant fait d'autant de circonstances économiques, stratégiques et politiques que d'exigences linguistiques ou psychologiques. Et ceux qui se sont laissés intimider par cet argumentation d'Hitler ont peut-être omis de remarquer que l'évocation du droit des minorités contre l'hypocrisie démocratique, de ces pauvres minorités qui ne pouvaient faire le salut qu'elles désiraient et chanter les chansons qu'elles aimaient, venait quelques minutes après ses vociférations contre la minorité juive allemande et la minorité communiste allemande...

Je vois d'autres esprits qui ont été les premiers à demander, après la guerre, la révision pacifique des traités. Ils ont combattu héroïquement pour le désarmement des coeurs et contre les iniquités de Versailles. Ils redoutent très justement aujourd'hui qu'un certain antifascisme vienne au secours du poincarisme déclinant chez ceux qui ne s'en étaient détachés

que par l'usure du temps. Ils voient en Hitler un justicier brutal, dont ils réprouvent les méthodes, sans qu'à leurs yeux elles entachent la justice de ses revendications européennes, de celles du moins qui se bornent à neutraliser les injustices du Traité.

Leur attitude serait en effet inattaquable si Hitler était essentiellement un redresseur de torts, même violent. Mais il leur échappe qu'il n'y a pas identité, pas même continuité entre nos revendications d'hier pour la réparation des injustices de Versailles et la poussée hitlérienne d'aujourd'hui. L'impérialisme spirituel et national qui est au cœur de l'hitlérisme se sert des injustices de Versailles, mais il englobe leur redressement dans un système qui en transforme substantiellement la nature et la portée. Le problème sudète, c'est la disparition du « bastion » franco-russe et de la troisième frontière, c'est le blé de Hongrie, le pétrole de Roumanie. On ne peut plus parler du rattachement des Sudètes à l'Allemagne comme d'une opération isolée, se suffisant à elle-même. Il est désormais le ressort d'un fait historique global et indissociable. La liberté des Sudètes, c'est toute l'Europe Centrale appelée à renforcer l'oppression de millions de juifs, de chrétiens, d'ouvriers, d'hommes libres. Le problème se pose dès lors, et sans hypocrisie aucune, comme nous le rappelions le mois dernier, de savoir si justice doit être rendue à qui se sert de la justice pour nourrir l'injustice, ou encore, disait Aristote, si l'épée que je détiens d'un fou, je dois la lui rendre du moment où il menace de s'en servir comme un forcené. Je crains qu'à ne pas tenir compte de ce caractère global du fait hitlérien, on ne cède à la vitesse acquise d'une pensée formée avant son intervention dans la réalité européenne, et pour tout dire, qu'à redouter un tel réel automatisme anti-nazi on se paralyse dans l'automatisme de l'anti-anti-nazisme. Nous avons parlé naguère d'un phénomène analogue à propos d'une certaine forme crispée quoique désintéressée, d'anti-communisme.

Ce n'est pas seulement la nature, mais le style de la manière nazi que le réalisme historique préconisé dans ces pages nous invite à reconnaître : car il commandera le style de notre défense. Il n'est pas question, bien entendu, d'une imitation où nous perdrons tout simplement notre âme. Mais une certaine équivalence d'énergie et un certain synchronisme de rythme peuvent être atteints sans que nous

assumions pour cela un esprit étranger au nôtre. Notre petit-bourgeois nationaliste se persuade communément que l'Allemagne nazi a, tout comme un de nos juristes ou un de nos paysans, un registre bien arrêté de revendications qu'elle poursuivra jusqu'à épuisement, après quoi, comme lui, elle prendra sa retraite et digérera. C'est méconnaître du tout cette volonté allemande que nous décrivait déjà Rivière, qui ne se conçoit qu'à mesure qu'elle s'épand, jamais lasse de se dépasser en se niant. L'impérialisme hitlérien a multiplié cette force expansive, et son cynisme sait au bon moment en multiplier la vitesse ; on l'a bien vu ces dernières semaines : ne parlons pas d'hypocrisie ; un résultat acquis n'est déjà plus *voulu* par cette force tumultueuse. Ajoutons qu'une surtension lyrique et un vertige d'autorité crée le besoin d'un certain style de haute lutte, qui goûte la conquête et la victoire plus que le résultat, et qui rend M. Hitler, à l'heure où j'écris, impatient d'attendre les cadeaux de M. Chamberlain qu'il désirerait si fort trancher à vif dans l'histoire. On conçoit qu'à ce régime les habitudes démocratiques se sentent quelque peu surmenées. Qu'à cela ne tienne. Que les démocraties écoutent les conseils pertinents que leur donne aimablement en dix langues M. Emile Ludwig\*. Qu'elles forment une « nouvelle sainte alliance », point prêchuse ni tapageuse, mais intraitable. Qu'elles opposent menace à menace, force à force, intimidation à chantage. Qu'elles renoncent à la maladie des sous-commissions et au vice des non-interventions, et se fassent un style d'action foudroyant. Qu'à l'image de l'homme qui a pris soin de coucher noir sur blanc tous ses projets dans un gros livre que depuis longtemps personne ne croit jamais au delà des chapitres déjà réalisés, elles appellent les choses par leur nom, disent leurs volontés sans détours. Qu'elles pratiquent la représaille automatique, tant qu'un autre langage ne sera pas compris. Car, nous voilà au fait : *seul ce style en force détournera une mentalité fasciste de l'usage de la force*. A tous ceux qui nous répètent que la résistance, c'était la guerre, ne cessons de répondre que l'énergie seule intimide la violence, qu'elle prend toute hésitation pour faiblesse, toute concession pour encouragement. Le gendarme est bon enfant : mais ce n'est pas en levant les bras au ciel d'un air scandalisé et touchant qu'il élimine les chauffards de la route.

\* E. Ludwig : La nouvelle Sainte Alliance (Gallimard) [note d'E. Mounier]

C'est parce qu'ils ont méconnu ces vérités premières que des hommes par ailleurs usés de scepticisme et de petites malices parlementaires, encombrés de scrupules errants dans une volonté défaite, ont consommé trahisons sur abandons. Ils nous livrent en ce début d'hiver, une situation intérieure et extérieure dont nous ne devons pas nous dissimuler l'exceptionnelle gravité. C'est dans la mesure où nous pouvons déjà voir clair en elle que nous avons maintenant à lui faire face.

(...) L'humiliation de la France peut dater en même temps le réveil de la France : à condition que par la blessure de la faute une grâce radicalement neuve ait pénétré. Mais attention ! Nous voici dans un état de désespoir et de réprobation voisin de celui que l'Allemagne connut en 18. La mystique du réveil national, si ce pays n'est pas exténué, va surgir avec violence de tous côtés. Tout espoir est permis si ce réveil se fait avec sérieux et maîtrise, dans la ligne de nos vocations les plus constantes - les plus constamment trahies - dont le sens de la personne et de la liberté est une pièce maîtresse. Jamais cependant, à cause de notre fatigue même, de nos déceptions accumulées et du sentiment de notre humiliation, la tentation du fascisme ne se présentera plus virulente que cet hiver. Il faudra une résistance peu commune à ce pays pour ne pas se laisser entraîner au mirage de l'adversaire qui l'a dominé en même temps qu'il le poussait à sa chute, qui le pressera de tous côtés et continuera quelques temps sa prestigieuse carrière. Une excitation patriotique sommaire, s'assurant la complicité d'un désir de réhabilitation rapide et facile, peut nous détourner de la méditation historique qui s'impose à nous et servir, aujourd'hui plus qu'hier, tous les détournements des intérêts établis ou des ambitions naissantes. Des aventuriers croiront ce désarroi propice à tenter leur chance. La moindre maladresse, la moindre outrance des forces ouvrières sera facilement présentée à l'opinion comme un acte de trahison nationale pour lui faire accepter la mise en veilleuse des libertés sociales. Les jeunes français qui nous lisent peuvent croire que ce n'est pas sans émotion que nous leur traçons ce tableau. Le seul fait d'en joindre les pièces leur prête une fatalité qui effraie... Jeunes camarades à qui nous disons nous aussi : « France, réveille-toi », pensez que nous devons nous cramponner de toutes nos forces au volant de notre action pour qu'elle ne nous entraîne pas dans les régions mortelles où depuis vingt ans, chaque peuple désespéré a vainement réfugié son désespoir.

Mais si jamais notre tâche s'est précisée avec une urgence éclatante, c'est bien dans cet instant critique.

Et maintenant qu'au milieu de la nuit des bruits de guerre reviennent traverser notre chemin, si tout cet avenir vient à être bousculé par la catastrophe totale, nous répondrons à la mobilisation de nos corps : nous refuserons la mobilisation de nos consciences, que nos amis en soient assurés. Notre poste de combat sera en tout lieu où manoeuvreront nos principaux ennemis en cette affaire : le mensonge, la haine et l'avilissement des coeurs. Notre rôle sera de maintenir un peu d'humanité dans une condition inhumaine, et de préparer, contre la démence collective, les conditions d'une paix juste, mesurée, créatrice.

Il ne sera pas différent si la guerre est retardée. Le devoir de résistance au mal ne nous fera pas oublier l'ensemble de notre devoir international. Plus énergique sera le coup de frein, plus rapide doit être l'initiative créatrice des nations libres. Immédiatement, une Europe est à mettre sur pied, et elle ne le sera qu'à une seule condition : désarmement. C'est le mot qu'il faut imposer immédiatement. Il englobe l'esprit de Versailles et l'esprit de Nuremberg. Il est la clé de toute oeuvre durable.

## **« PROFITEZ DU SOULAGEMENT GÉNÉRAL POUR FAIRE LE DÉSARMEMENT »**

par G. Bidault, L'Aube, 2-3 octobre 1938

L'accord de Munich a été débordé par une menace polonaise le jour même où il est entré en application. Etant donné le mouvement général du monde depuis trois semaines, personne ne peut s'en montrer surpris. On a cru régler à Munich la question tchécoslovaque : en fait, on a ouvert la question danubienne. Que personne ne s'imagine que, le glissement commencé, les choses s'arrêteront à moitié chemin. Il faudra aller jusqu'au bout : cela doit être désormais considéré comme acquis. Les crans de résistance que toute la presse française, M. Bailby en tête, réclamait la semaine dernière, sont dépassés à l'heure qu'il est. Que ce soit dans l'enthousiasme, dans l'illusion ou dans la résignation, il n'y a qu'à enregistrer le fait accompli et à subir le fait inévitable.

Que faire alors ? Une chose très simple : s'appuyer sur le sentiment universel de délivrance pour assurer à tous la paix durable. Nous aurons certainement d'autres sacrifices à faire et que nous ne consentirons pas tous par procuration. Du moins faut-il qu'en échange nous ayons non pas le répit, mais la paix, c'est à dire l'impossibilité concrète de la guerre.

Le recours aux armes a été écarté au prix d'un sacrifice immense consenti par nous au détriment de l'Etat tchécoslovaque. Il en est résulté partout une baisse de tension militaire qu'il est absolument indispensable de mettre à profit. Ou le monde va désarmer, et la joie générale des jours qui viennent de s'écouler aura valablement salué l'aurore de la paix. Ou la course aux armements va se poursuivre dans des conditions considérablement empirées en ce qui nous concerne et le soulagement momentané que nous avons ressenti aura été une des plus poignantes duperies de l'histoire.

Il faut que le monde désarme. N'espérons plus qu'il désarmera sur les bases qui furent refusées voici peu de temps par des hommes qui nous traitent maintenant de bellicistes.

Le désarmement ne se fera évidemment que sur des bases qui tiendront compte et des événements récents et de la cohésion intérieure des nations en cause, ces critères ne nous étant pas présentement favorables. Du moins le désarmement supprime-t-il la possibilité d'agression brusquée, et l'usage du chantage à la guerre. Est-il encore possible qu'après avoir refusé le conflit, les nations d'Europe continuent à accumuler par dizaines et par centaines de milliards les dépenses militaires, dans le fol espoir que la paix définitive sortira d'une telle concurrence ?

Si on ne limite pas les armements par un accord qui doit être prompt et général, les journées qui viennent de se dérouler auront abouti à livrer à l'Allemagne dans des conditions qui ne ménagent pas notre amour-propre, l'armement tchécoslovaque que nous avons fourni et payé, sans parler même de l'armement polonais que nous avons fourni et payé, ni de l'armement roumain que nous avons fourni et payé. Alors, la paix. Tout le monde a reculé devant la guerre. Qu'on profite de ce recul et qu'on en finisse. Je ne vois pas comment on pourrait continuer à dépenser des sommes fabuleuses, conduisant à la ruine générale, puisque maintenant le sursaut international des victimes désignées a repoussé l'éventualité du massacre.

On ne s'est pas battu pour la Tchécoslovaquie. Et les peuples qui ont, à plusieurs reprises déjà, signé l'engagement de ne recourir à la guerre en aucun cas, vont-ils après ce pathétique holocauste continuer d'aligner les canons pour de nouveaux ultimatums et de nouvelles angoisses ? Puisque tout le monde est d'accord pour régler sans guerre les questions pendantes, puisque le système existant en Europe est en voie de liquidation accélérée et que les requérants n'ont pas à se plaindre des satisfactions qui leur sont accordées, puisque la révision des traités à laquelle on a opposé si longtemps, malgré nous, un refus brutal est en train de s'accomplir en avalanche sans que les garants des traités se croient tenus à tout risquer pour les maintenir, alors, que du moins les négociateurs laissent leurs mitraillettes au vestiaire.

L'Europe de demain ne ressemblera pas à celle d'hier. Et il sera permis, même dans la joie de la paix maintenue, à un Français qui se

souvent du rôle qu'a tenu son pays de marquer que la différence sera lourde à notre détriment. Mais puisque l'amour de la paix a conduit la France tardivement à accepter ce remaniement du statut continental que les hommes aveuglés nous ont refusé au temps où nous pouvions l'accomplir selon nos propres maximes, du moins que les méthodes de violence fassent trêve et que les sacrifices consentis aboutissent non pas seulement à la démobilisation, mais au désarmement. Que les canons braqués ne soient pas seulement déchargés, qu'ils soient désarmés. Sinon nous ne respirons aujourd'hui que pour périr demain.

## « L'HEURE DU BILAN »

par G. Bidault, L'Aube, 19 octobre 1938

On commence à savoir, ou à deviner, le sens véritable et le prix exact des accords de Munich. Quand tout le monde aura compris, des comment ? et des pourquoi ? crépiteront d'un bout du territoire à l'autre. Alors, les réponses dilatoires et les allusions expéditives auront perdu leur charme devant la révélation dramatique d'une vérité trop tard connue.

Pourtant, le plus urgent n'est pas là. Le plus urgent n'est pas de « régler les comptes », selon ce que tous réclament, y compris ceux qui devraient se taire. Le plus urgent est de savoir ce qu'on va faire. Après la sécurité collective, assassinée par le mensonge, le système des alliances a péri à son tour, et de la même manière. Et maintenant ? La politique de M. P.-E. Flandin soulève contre elle dans tout le pays une salubre colère. Du moins cette politique a-t-elle un but, une apparence de logique et le mérite de s'avouer. Si ce n'est pas cette politique-là que nous allons faire en évitant de le dire, les Français ont le droit de savoir de quelle autre façon on comblera le vide affreux qui investit maintenant leur pays. Pourquoi ne leur dit-on rien ? Pourquoi ce régime démocratique dont *Le Temps* et quelques autres font si bruyamment état n'est-il pas mis en mesure de comprendre et d'approuver les grandes pensées qui sont assurément en train d'éclorre ?

Hélas ! rien n'apparaît à l'horizon, que la poussière des ruines et la lueur de l'orage. Nous n'avons rien su avant, nous ne savons rien après. On dirait que la formule du jour est, avec préméditation, un va comme Hitler te pousse qui ne nous promet rien qui vaille.

Que pouvait-on tirer au lendemain de Munich de l'universelle haine de la guerre dont ceux qui l'éprouvaient le plus profondément ont jusqu'ici seuls payé les frais ? Peut-être rien, je le dis brutalement. Mais il fallait au moins essayer l'une ou l'autre des solutions dont le succès eût légitimé le sacrifice.

Quelles solutions ? Il y en avait trois, d'ailleurs complémentaires

l'une de l'autre : le désarmement, le règlement général, le retour à la collaboration des peuples. Nous sommes pour les trois. Si nous avons parlé comme nous l'avons fait, c'est parce que nous avons les motifs les plus graves de penser que rien de tout cela n'était envisagé en conséquence de Munich.

Des jours précieux ont été perdus. A crier « Victoire » (*Le Matin*), à parler d'« Austerlitz » (*Le Jour*). Maintenant il n'est plus question que de fabriquer des avions et de renforcer notre force militaire. En somme, il s'agit - et toujours sur le plan de la menace de guerre - de remplacer ce que l'abandon du peuple tchèque nous a fait perdre.

Ne nous abandonnons pas au désespoir. Nous n'en avons pas le droit. Le peuple admirable de notre pays est capable des sursauts les plus magnifiques. Il est capable de rejeter brusquement les liens dont veulent l'entourer les conseillers d'abandon. Il est capable de gagner la bataille de la Marne de son propre redressement en trouvant en lui-même, à défaut des cadres politiques qui l'ont désemparé, les chefs encore inconnus qui seront dignes de son passé et de sa vocation.

Pour nous, nous ne renions rien de ce que nous avons dit, à aucune époque. Nous haïssons la guerre, nous ne haïssons pas l'Allemagne, mais nous haïssons l'injustice. Demain comme hier, tant qu'il nous restera le souffle, nous travaillerons pour que la société des peuples retrouve la seule sécurité qui vaille : celle qui s'établit dans la paix sous le signe de la justice.

## « LE NON-CONFORMISME, GRANDE NOUVEAUTÉ DES ANNÉES 1930, PEUT NOUS INTÉRESSER, VOIRE NOUS TOUCHER, AUJOURD’HUI »

Entretien avec Jean-Pierre Rioux

Propos recueillis par Pierre-André Hervé, le 5 juillet 2018

---



*Né en 1939, Jean-Pierre Rioux est inspecteur général honoraire de l'Education nationale. Agrégé d'histoire, spécialisé en histoire politique contemporaine, il a notamment été maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris et directeur de recherche à l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP-CNRS). Entre autres activités éditoriales, il a été, de 1984 à 2004, rédacteur en chef de la revue d'histoire contemporaine Vingtième Siècle. Jean-Pierre Rioux est l'auteur d'une trentaine d'ouvrages, dont plusieurs s'intéressent spécifiquement au courant centriste ou central de la vie politique française, tels Pierre Mendès France et le mendésisme (Fayard, 1985), Les Centristes: de Mirabeau à Bayrou (Fayard, 2011) et L'évènement Macron. Un abécédaire historique (Odile Jacob, 2017). En 2017, il a reçu le Grand Prix Gobert de l'Académie française pour son ouvrage Ils m'ont appris l'histoire de France et l'ensemble de son oeuvre.*

*Observateur engagé de la vie politique nationale, il a participé à la fondation du Mouvement Démocrate (MoDem), dont il a mis en oeuvre et animé pendant plusieurs années l'université populaire.*

*Alors que nous préparions notre dossier sur le débat qui a animé les élites politiques et intellectuelles françaises pendant les années 1930 et la façon dont il résonne aujourd'hui, nous avons souhaité prendre de la hauteur en interrogeant ce spécialiste de l'histoire politique contemporaine de la France. Nous comptons aussi sur son regard sur le courant politique*

*centriste dont nous nous réclamons et qui fut l'un des animateurs importants du débat en question. Jean-Pierre Rioux livre donc ici son point de vue sur cette période agitée de notre histoire, les débats qui l'ont animé, le rôle qu'ont pu y jouer les personnalités et mouvements du courant centriste ou central, et ce qu'il en retient pour aujourd'hui. Il met en garde contre les comparaisons trop hâtives entre les années 1930 et aujourd'hui mais reconnaît la fécondité, pour hier et pour aujourd'hui, des idées novatrices promues alors par le courant des non-conformistes.*

Les années 1930 et, singulièrement, les accords de Munich en 1938 ont été le creuset d'un grand débat politique et intellectuel en France, animé notamment par des personnalités et des mouvements appartenant au courant centriste ou central de la vie politique française. Ce débat portait en particulier sur la question de la guerre et de la paix, opposant « bellicistes » et « pacifistes », dans un contexte marqué par la mémoire très vive de la Grande Guerre et une forte poussée autoritaire et militariste sur le continent européen. Nous proposons, dans le dossier qui accompagne cet entretien, de republier plusieurs textes engagés rédigés par ces personnalités centristes, ou centrales dans l'éventail politique, car nous en mesurons aujourd'hui la lucidité et le caractère prophétique et pensons qu'ils éclairent aussi les enjeux de notre temps. Pouvez-vous nous rappeler le contexte dans lequel ce vaste débat s'est déployé ?

Les textes sur Munich que vous avez choisis viennent de minorités actives qu'on ne peut pas nécessairement qualifier de centristes, c'est-à-dire appartenant au conglomérat qu'on peut, lui, appeler centriste aux élections, au Parlement et dans l'opinion. Mais ces minoritaires ont le regard plus acéré que d'autres, c'est évident, et leurs propositions peuvent nous toucher encore aujourd'hui.

On ne peut pas dire qu'ils soient des pacifistes. Qu'ils soient pacifiques, critiques et actifs, oui. Mais le pacifisme, dans l'entre-deux-guerres, c'est une affaire plus compliquée et ce n'est pas un hasard si ce sont les anciens combattants qui ont été à l'origine de l'élaboration, plus ou moins ferme, plus ou moins active, de la notion de pacifisme. Parce que, et c'est

une différence majeure avec aujourd'hui, en Europe il y a eu presque dix millions de morts pendant la Grande Guerre, dont 1,4 million en France. C'est un fait massif que les Français remâchent encore tous les jours avant 1939. En France - l'historien Antoine Prost a démontré cela depuis longtemps - il y a donc eu une massivité sociale du pacifisme mais qui ne s'est pas traduite aussi massivement dans une vie politique qui obéissait aux règles de la IIIe République d'avant 1914. Si bien que les centristes, pacifiques ou même pacifistes, ont continué de balancer à l'ancienne, entre Poincaré<sup>1</sup> et Briand<sup>2</sup>.

Les auteurs que l'on a sélectionnés sont assez différents. Emmanuel Mounier est un intellectuel, ce n'est pas un politique au sens classique, partisan, du terme, qui a fondé une revue, *Esprit*, qui s'inscrit dans la mouvance dite des non-conformistes, laquelle va au-delà de ce qu'il pense lui puisqu'on y trouve des gens beaucoup plus marqués à droite par exemple. A l'inverse, des personnalités comme Georges Bidault, Maurice Schumann ou Francisque Gay...

...étaient des démocrates-chrétiens, alors que Mounier vomissait les démocrates-chrétiens ! Tous ces novateurs ne sont pas, en effet, à mettre dans le même sac !

En effet, il y a une vraie différence, voire une rupture, entre ces gens qui

<sup>1</sup> Figure majeure de la IIIe République, Raymond Poincaré (1860-1934) fut Président de la République entre 1913 et 1920, puis occupa à plusieurs reprises la fonction de Président du Conseil des ministres, correspondant aujourd'hui à celle de Premier ministre, entre 1922 et 1929. Modéré passé du centre-gauche au centre-droit, il incarna l'Union sacrée pendant la Première Guerre mondiale, puis, à l'issue de celle-ci, la rigueur de la France face à l'Allemagne vaincue et partiellement occupée.

<sup>2</sup> Autre figure centrale de la vie politique française sous la IIIe République, Aristide Briand (1862-1932) fut, onze fois, Président du Conseil entre 1909 et 1929 et, plus de fois encore, ministre des Affaires étrangères entre 1915 et 1932. Issu pour sa part de la gauche socialiste mais évoluant progressivement vers le centre, il fut le tenant d'une ligne plus conciliante vis-à-vis de l'Allemagne et ne ménagea pas ses efforts en faveur de la paix internationale, obtenant même le Prix Nobel de la Paix, en 1926, aux côtés du ministre des Affaires étrangères allemand Gustav Stresemann.

peuvent avoir une culture assez similaire, une histoire en partage, les mêmes inspirateurs comme Jacques Maritain, mais leur vision concrète de l'action diverge sensiblement. Et cette famille démocrate-chrétienne était elle-même divisée entre les très minoritaires de la Jeune République (JR) et les plus majoritaires du Parti Démocrate et Populaire (PDP) notamment. Pouvez-vous remettre cela en contexte également ?

Le non-conformisme, sans assiette démocratique et parlementaire, est resté marginal parce qu'il n'y avait pas de force politique capable de l'acclimater dans la IIIe République, la vie des partis et les politiques suivies depuis 1918, malgré un bref moment de lucidité au temps de Tardieu<sup>3</sup> et de ses projets de réforme de l'État. Mais il a compensé son échec politique par l'acuité de son regard et la force de ses propositions d'avenir. Et d'abord sur la question de l'État. Les non-conformistes ont bien vu que la progression de la mainmise de l'Etat sur la gestion des hommes et des choses avait la Grande Guerre pour origine. Ils ont compris aussi que la réforme de l'entreprise, de l'échange international et du travail devenaient des questions-clé, sous l'effet direct de la crise de 1929. Dès lors, disent-ils, il faut inventer une réponse croisée aux questions de l'Etat, de la Nation et de l'économie, qui pataugent tous les trois dans la crise. Il faudra en particulier inventer un Plan à mettre au service d'une nouvelle politique. Il faut former des élites de compétence et d'expertise, technocratiques peut-être mais opérationnelles, qui sauront, elles, sortir le pays de l'ornière. Il faut, en somme, frayer une nouvelle voie, plus moderne, mieux en prise sur le monde nouveau qui s'annonce et qu'il faut affronter. Tout cela est à rebrousse-poil de la politique et l'économie de l'époque, ravagées par la crise mondiale, le chômage, l'impuissance de droite comme de gauche et, surtout, la montée des périls depuis l'Allemagne hitlérienne.

<sup>3</sup> Elu député en 1914, proche collaborateur de Clémenceau au moment du Traité de Versailles, passé ensuite au centre-droit, André Tardieu (1876-1945) fut plusieurs fois ministre entre 1919 et 1934, occupant la Présidence du Conseil à trois reprises entre 1929 et 1932. Il s'est illustré en portant un vaste plan de relance économique et un ambitieux projet de réforme de l'Etat, prévoyant notamment un renforcement de l'exécutif. Sans succès à l'époque mais ce projet influença fortement celui du Général De Gaulle au moment de fonder la Ve République.

Les centristes, eux, sont d'abord des élus. Ils savent bien que dans leur circonscription il y a du Clochemerle, du gauche-droite sur-idéologisé et bateleur, mais ils savent que la modération, le compromis, la sécurité, la proximité, c'est ce que souhaite secrètement l'électeur, toujours méfiant face aux surenchères idéologiques et aux initiatives trop « parisiennes ». Ils s'occupent donc d'entretenir les chemins vicinaux, de secourir la veuve et le blessé de guerre, de sauver l'agriculture et les PME, d'aider à recomposer des majorités parlementaires plus efficaces. Ce sont des libéraux, des radicaux et des chrétiens mêlés et donc, tout simplement, des dévoués et des humains. Du coup, eux si girondins, si favorables aux collectivités locales, ils ne comprennent pas bien le non-conformisme, trop intellectuel, trop technicien, trop élitiste, trop managérial et trop parisien. Pour eux, pourquoi d'ailleurs réformer l'État ? L'État, disent-ils, ce sont des préfets qu'on peut aller caresser dans le sens du poil, de la subvention, de l'école et du gendarme. Ils ne comprennent pas, ou ne veulent pas comprendre, les questions du XXe siècle, ni l'urgence qu'il y a à leur donner des réponses. En somme, on a un centrisme parlementaire qui ne s'intéresse guère aux questions nouvelles de la croissance de l'Etat, de la démultiplication de l'administration des choses et des êtres, du jacobinisme technocratique.

Au-delà du seul cadre français et de la réforme de l'Etat, les non-conformistes ont aussi fait entendre leur voix singulière dans les grands débats idéologiques internationaux de l'époque, qui opposaient, ici, le capitalisme à différentes formes extrêmes d'étatisme (nazisme, fascisme, communisme stalinien), elles-mêmes plus ou moins rivales, là, la démocratie libérale en crise au nationalisme autoritaire et conquérant. L'émergence du personnalisme et la réflexion sur la place de la personne humaine, par rapport à l'individu et à la communauté, s'inscrivent dans ce contexte. De même que les prises de position de Mounier et quelques autres oscillant entre promotion du dialogue entre les nations, française et allemande en particulier, et résistance aux dictatures européennes. Comment percevez-vous cela ?

Ce que l'on répand aujourd'hui à propos de l'affrontement politique et de la crise du politique dans les années 1930 - résumés, pour dire vite, dans une lutte entre démocratie et lèpre nationaliste ou, en version 2018,

progressisme et populisme – ce n’est pas alors le fond du problème. Le fond du problème est historique : c’est l’avenir de la guerre et la paix depuis le traité de Versailles et l’arrivée d’Hitler au pouvoir. Que fait-on ? On sait bien que le désir de paix a été très largement porté par Wilson<sup>4</sup> et les Etats-Unis, accepté par nous du bout des lèvres parce que nous restons des patriotes qui défendront la France toujours menacée par l’Allemagne. Bien sûr, on participe à l’incantation générale en faveur de la paix. Bien sûr, il y a des nouveautés comme la Société des Nations ou l’Organisation internationale du Travail. Mais tout doit se régler en termes de politique étrangère, de politique internationale classique. Or dans les années 1930 cette politique classique échoue. Et l’on ne tire pas les conséquences de cet « échec ». D’où l’impuissance.

Tout au contraire, les centristes et les non-conformistes, ensemble cette fois, disent, eux, depuis 1918, que la clé de l’avenir c’est d’œuvrer à une évolution du rapport entre la France et l’Allemagne dans une Europe nouvelle. Chez Sangnier<sup>5</sup>, notamment, ce fut obsessionnel : lui et ses compagnons veulent ouvrir un véritable laboratoire franco-allemand de la réconciliation au nom de la paix, qui s’appuie sur la mobilisation, l’encadrement et l’instruction de la jeunesse de part et d’autre du Rhin. On retrouvera la même idée à la Libération chez quelqu’un comme Joseph

<sup>4</sup> Thomas Woodrow Wilson (1856-1924) est le 28e Président des Etats-Unis, fonction qu’il occupa pendant deux mandats, entre 1913 et 1921. Membre du Parti démocrate, il rompit avec la tradition isolationniste de son pays en engageant les troupes américaines dans la Première Guerre mondiale. Acteur majeur de la Conférence de paix de Paris de 1919, qui aboutit à la signature du Traité de Versailles, il est l’inspirateur de la Société des Nations, rôle en récompense duquel il reçut, la même année, le prix Nobel de la Paix.

<sup>5</sup> Marc Sangnier (1873-1950) est le créateur du Sillon, mouvement d’éducation populaire inspiré du catholicisme social et travaillant au rapprochement entre la classe ouvrière, la République et l’Eglise. Dans le prolongement de ce mouvement, il fonda en 1912 la Ligue de la Jeune République (JR), un petit parti politique de centre-gauche qui demeura actif jusqu’aux années 1980 et compta notamment dans ses rangs Maurice Schumann, l’Abbé Pierre et Jacques Delors. Marc Sangnier acheva sa vie politique comme député et Président d’honneur du Mouvement Républicain et Populaire (MRP), le grand parti centriste fondé en 1944 par les résistants démocrates-chrétiens.

Rovan<sup>6</sup> et à *Esprit*. Voyez le texte extraordinaire de Rovan en 1945 : « L'Allemagne de nos mérites »<sup>7</sup>. Il n'est donc pas étonnant que l'amitié franco-allemande, pierre angulaire d'une Europe pacifique, soit devenue de nos jours non seulement un idéal-type centriste mais, jusqu'en 2005, une idée largement admise au-delà du centrisme. En ce sens, les réflexions des années 1930 n'ont pas été inutiles. Jusqu'à Emmanuel Macron qui lui aussi, à sa façon, a des allures non-conformistes.

Qu'a M. Macron de non-conformiste, profondément, au-delà du fait qu'il ait cassé les clivages politiques traditionnels ?

Il n'a pas cassé ces clivages mais il les a assurément bousculés en 2017. Il a aussi remis dans le débat public les questions de l'État, de l'administration, de l'entreprise, du travail, de la gestion centralisée des choses. Je ne dis pas qu'il n'a pas lui-même une gestion « jupitérienne », mais ne préjugeons pas de l'avenir.

Dans le non-conformisme de l'entre-deux-guerres il y a, répétons-le, une remise en cause du politique, de la gestion de la République parlementaire, du rapport entre Paris et les provinces, des dimensions de la politique internationale, du rapport aux colonies, etc. Il pose la question de la capacité gestionnaire du politique dans sa forme parlementaire et dans sa forme idéologiquement héritée du gauche-droite souverain. Toutes choses qui, à l'époque, ne sont pas prises en compte mais qui sont d'actualité aujourd'hui. De plus, les non-conformistes voient mieux que d'autres l'ampleur mondiale, « globale », de la crise économique et

<sup>6</sup> Né en Allemagne dans une famille juive assimilée, exilé en France après l'arrivée de Hitler au pouvoir, Joseph Rovan (1918-2004) fut engagé très tôt dans la Résistance, jusqu'à sa déportation à Dachau. Survivant de la Shoah, naturalisé français après-guerre, il se dévoua pour la réconciliation franco-allemande, par ses activités de journaliste, d'historien (il est notamment l'auteur d'une monumentale histoire de l'Allemagne), de conseiller politique (auprès d'Edmond Michelet, Helmut Kohl ou Jacques Chirac) ou de dirigeant d'organisations franco-allemandes de jeunesse, notamment le Bureau International de Liaison et de Documentation (BILD), qu'il présida de 1981 à 2002.

<sup>7</sup> Joseph Rovan, « L'Allemagne de nos mérites », *Esprit*, octobre 1945, pp. 529-540. URL : <https://esprit.presse.fr/article/rovan-joseph/l-allemande-de-nos-merites-30650>

financière, mais ils ne soupçonnent pas qu'on puisse inventer face à elle les correctifs, très temporaires peut-être, que nous avons découverts en 2008 et qui nous ont évité la catastrophe.

Qu'entendez-vous par correctifs ? Le système social par exemple ?

En effet. Des années 1930 aux années 1950, l'Etat-providence a été inventé pour corriger le double effet de la crise économique et de la Deuxième Guerre mondiale. On a au passage stabilisé la gestion monétaire internationale à Bretton Woods en confirmant la souveraineté du dollar, jusqu'au milieu des années 1970. On a ensuite fait l'Europe économique et l'euro. Dans les années 1930, on ne savait pas gérer ces questions ou l'on préférait s'en remettre aux experts, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui avec la numérisation des flux financiers et leur dérèglement.

On assiste cependant, depuis les années 1980 et, de façon accélérée aujourd'hui avec Donald Trump et les populistes de tous poils, à une remise en cause en profondeur de l'architecture internationale et technocratique qui a été mise en place depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, de Bretton Woods à Maastricht. On a construit cette architecture en réaction à nos faiblesses de l'époque et aujourd'hui on est à rebours. Ne dansons-nous pas avec le feu ?

Tout à fait. Mais pour terminer sur ce chapitre de la comparaison avec les années 1930, j'aimerais insister sur deux points. Tout d'abord, on entend quantité d'approximations sur le parallèle entre fascisme et populisme. Ensuite, j'observe qu'il y a beaucoup de nouveautés qu'on essaye de mettre sous le tapis. Dans les années 1930, le nazisme et le communisme étaient offensifs, alors qu'aujourd'hui les populismes sont défensifs et sans un Hitler ni un Staline pour orchestrer leur vocation anti-démocratique voire totalitaire. Beaucoup de choses ont changé aujourd'hui : l'islamisme bouleverse la donne et la mondialisation enclenche des mouvements de population liés aux inégalités de développement, aux surcharges démographiques, au changement climatique, etc.... Et le nucléaire aujourd'hui n'est plus la menace principale, alors qu'il l'était pendant la guerre froide et quand le monde a

su inventer dès les années 1960 un équilibre de la dissuasion qui a réglé la question de la terreur nucléaire. Malgré les menaces qui viennent aujourd'hui de la Corée du Nord, de l'Iran ou de l'incertitude sur le traité de non-prolifération à l'heure de M. Trump, cet équilibre de la terreur existe et fonctionne tant bien que mal. Voilà une différence énorme avec les années 1930.

# DE "ACHTUNG - PANZER !" À "LA GUERRE HORS LIMITES" : VERS UNE NOUVELLE ÉTRANGE DÉFAITE ?

Par Kôichi Courant

---

S'il est dit que la victoire a cent pères et que la défaite est orpheline, la défaite de 1940 avait bien, dans nos institutions, plus de cent pères qui n'ont souhaité percevoir la rupture portée par la doctrine de la guerre mécanisée du général allemand Heinz Guderian. Il ne s'agit pourtant pas ici de faire l'inventaire de la défaite de 1940 ;



d'autres comme André Beaufre ou Marc Bloch l'ont fait avant nous. Notre ambition est d'éclairer les décisions présentes de l'expérience des échecs d'hier. Il s'agit ici ainsi de mettre en perspective l'histoire de la guerre mécanisée, formalisée hier dans « Achtung - Panzer ! » de Heinz Guderian, avec la « guerre hors limites », formalisée aujourd'hui dans l'ouvrage éponyme des officiers chinois Qiao Liang et Wang Xiangsui.

En effet, pour tout lecteur amateur d'Histoire et d'actualité, en 2018, la Chine ne rémilitarise pas une zone frontière contre des accords d'arbitrage<sup>1</sup>, elle polderise la « ligne des neufs traits » à l'encontre d'un jugement arbitral international en mer de Chine tout en investissant dans le foncier agricole européen en contournant les règles ; la Chine ne conteste pas un traité de paix jugé inique issu d'un « coup de poignard dans le dos », elle revendique le « renouveau du grand rêve chinois » pour 2049 et assume ses ambitions territoriales sur Taïwan contre l'ordre international hégémonique issu de la guerre froide. A l'aune des multiples comparaisons - économiques (compétitions commerciales), politiques

<sup>1</sup> Référence aux traités de Locarno, 1925.

(montée de formes de populisme), militaires (croissance des investissements) - entre notre début de siècle et l'entre-deux-guerres, près de 20 ans après la publication de « La guerre hors limites », cet article ambitionne de démontrer que cet ouvrage pourrait être le « Achtung - Panzer ! » de notre temps : ouvrage sans ambiguïté quant à ses ambitions et moyens et pourtant si peu pris en compte dans les politiques de défense contemporaines. L'ouvrage chinois partage en effet avec l'œuvre allemande de troublantes similarités historiques et idéologiques. Cet article souligne ainsi que les doctrines exposées sont l'achèvement de la pensée de leurs adversaires historiques, particulièrement adaptées à la situation stratégique contemporaine du pays qui les a vu naître et bouillant d'un revanchisme historique affirmé.

Pourtant, la combinaison des moyens motorisés, mécanisés et blindés de la guerre mécanisée diffère très nettement en pratique de la combinaison des moyens militaires et non militaires de la guerre hors limites et nécessite une analyse indépendante. La présentation faite par le présent article du concept de guerre hors limites tend ainsi à démontrer une doctrine pertinente et cohérente, pour laquelle l'ouvrage ciblé souligne des exemples de mise en œuvre d'une particulière clarté qui révèlent des failles d'une extrême gravité pour notre défense nationale et européenne.

Or, la plus troublante des similarités que souhaite mettre en exergue cet article est le désintérêt des contemporains de ces ouvrages pour leur pensée de rupture. L'article vise ainsi *in fine* à mettre en garde contre le confort intellectuel qui guette tout « vainqueur » alors que le « vaincu » nourrit sa pensée de l'inévitabilité de la guerre qu'il prépare. Appuyé de cet ultime constat, cet article vise alors à alerter sur l'état de nos structures de défense et de sécurité face à l'utilisation de la doctrine réfléchi dans « La guerre hors limites » ; par la Chine, par hypothèse, et par d'autres entités et puissances, par expérience.

## **SIMILARITÉS DANS LA CONSTRUCTION HISTORIQUE ET IDÉOLOGIQUE DES DOCTRINES**

Tout en assumant les limites inhérentes aux analogies historiques, une lecture comparée fait émerger une forte similarité dans la construction historique et idéologique de la doctrine mécanisée de Guderian de 1937 et l'art de la combinaison des moyens guerriers et non-guerriers de l'ouvrage de Qiao Liang et Wang Xiangsui de 1999. Dans les deux cas en effet, l'innovation doctrinale majeure portée par l'ouvrage est issue d'une invention du vainqueur hégémonique et réfléchi bien au-delà de son appréhension par ce dernier (achevée en quelque sorte), adaptée à la situation stratégique du pays et soutenant un revanchisme latent entre ses lignes comme dans la société dont elles sont issues.

L'innovation du vainqueur poussée au-delà de la conception de celui-ci

La première des analogies à intéresser notre comparaison est en effet la capacité d'une entité politique se sentant dominée à analyser et à s'appropriier les moyens de ses ennemis hégémoniques avant d'en repousser les limites conceptuelles pour affirmer sa propre doctrine révolutionnaire.

La thèse de Guderian sur l'emploi des chars se construit ainsi sur le relatif échec de leur emploi pendant la Grande Guerre. Cherchant à en exploiter le potentiel maximal, Guderian propose l'emploi de chars non comme appuis de l'infanterie mais comme fers de lance regroupés pour une percée rapide et auxquels l'infanterie doit s'adapter (par motorisation et mécanisation). A l'inverse, en France - nation vainqueur de la dernière guerre et innovatrice ayant porté l'invention de rupture que sont les chars - c'est un renforcement et non une rénovation de l'emploi des blindés comme lourds et puissants appuis de l'infanterie que vise la doctrine française à l'aube du second conflit mondial. Guderian dépasse ce concept daté en allant au bout du potentiel du « tank », dont la capacité à briser la guerre de position fut limitée selon lui par le manque de concentration de ses moyens et la lenteur de l'infanterie à laquelle il était asservi. Pour Guderian, qui vise à achever le concept de son ennemi

anesthésié par son apparente hégémonie, la combinaison qu'il propose n'est pas encore allée au bout de son potentiel faute d'avoir été pensée sur les cendres de la défaite ; rappelant en cela le général André Beaufre qui constatait « *la sclérose qui guette les armées victorieuses* »<sup>2</sup> alors que « *vaincue, l'Armée allemande recevait de la défaite le stimulant que procure l'esprit de revanche* ».

En somme, si les chars ont contribué à la victoire en tant que nouvelle technologie utilisée comme appui à l'infanterie, les puissances alliées n'ont su penser ni la combinaison à valeur égale des anciennes et nouvelles techniques ni, plus loin encore, l'emploi des anciennes techniques comme appuis des nouvelles.

Comme Guderian qui introduit son ouvrage par une analyse de l'invention et de l'expérience alliée des chars, Liang et Xiangsui partent de l'innovation des nations dominantes de leur époque pour en conclure au caractère avorté de la réflexion, en vue de la mener, par eux-mêmes, à terme. Les deux colonels chinois analysent en effet l'apport des technologies informatiques et de l'information couplées à un commandement interarmées lors de la guerre du Golfe pour conclure que la doctrine qui en est issue (la guerre « omni-dimensionnelle » avec laquelle se débattent par la suite les « opérations autres que la guerre »<sup>3</sup>) ne parvient pas au terme d'une Révolution dans les Affaires Militaires ; les nouvelles technologies n'étant pensées que comme des appuis au caractère armé de la guerre.

La « guerre hors limites », quant à elle, propose la combinaison égale de ces moyens guerriers et non guerriers ; jusqu'à voir la force armée - terrestre dans un premier temps pour respecter leur analyse de la guerre du Golfe mais au-delà ensuite pour englober toute la force armée traditionnelle - comme accessoire d'autres moyens dans cette stratégie combinatoire effaçant la frontière entre le militaire et le civil. Pour appuyer plus loin leur propos, les officiers chinois analysent les potentialités

<sup>2</sup> André Beaufre, *Le drame de 1940*, Plon, 1965.

<sup>3</sup> A noter que l'ouvrage, de 1999, est écrit avant la « réinvention » des doctrines de contre-insurrection et la relative clarification des termes afférents aux guerres asymétriques.

inexploitées de la guerre financière qui, à leur sens, n'a jusqu'ici été utilisée de manière dévastatrice que de façon incidente non concertée (en se basant sur le rôle des fonds américains dans la crise financière asiatique des années 90) et non comme moyen activement intégré par les Etats.

A nouveau, si les nouvelles technologies de l'information et de la communication ont contribué à la victoire en tant que nouvelle technologie utilisée comme appui à la force armée, les Etats-Unis n'ont su penser ni la combinaison à valeur égale des anciennes et nouvelles techniques ni, plus loin encore, l'emploi des anciennes techniques comme appuis des nouvelles.

Une doctrine adaptée à la situation stratégique contemporaine du pays

La seconde des analogies historiques est la construction d'une doctrine directement ancrée dans la réalité stratégique du pays, désavantagé sur le temps long par rapport à son ennemi.

Guderian était en effet lucide sur les faiblesses stratégiques de son pays, raisons de l'échec de sa patrie lors de la Grande Guerre. L'Allemagne, coupée d'une source de matières premières durable - issues de son sol, de ses colonies ou d'une puissance alliée de confiance - est condamnée à l'attrition en cas d'engagement guerrier de longue durée. Le lecteur pourra percevoir comment cette variable était au cœur du déroulement de la guerre qui se préparait alors : accord contre-nature avec la Russie bolchévique, conquête nordique et course aux champs de pétrole du Caucase ou encore, comme pour en faire partager le risque à son ennemi, la guerre sous-marine à outrance. Ce constat quant aux variables lourdes de la guerre industrielle est par ailleurs partagé avant-guerre par les Alliés, s'étant appuyés sur les ressources coloniales et l'espérance de l'aide américaine, au point d'en nourrir leur propre réflexion stratégique pour la guerre future<sup>4</sup>. La ligne Maginot elle-même, loin de la caricature

<sup>4</sup> Ainsi, évidemment, que lors de son déroulé. Soulignons, en miroir de la course allemande aux champs pétrolifères du Caucase sus-évoquée, les planifications franco-britanniques de bombardements stratégiques des ressources soviétiques sous le nom d'« Operation Pike ».

laissée par son échec, s'éclaire d'être prise en compte comme le récif contre lequel l'armée allemande devait s'épuiser en attendant la victoire des variables lourdes.

En somme, Guderian savait devoir produire une doctrine permettant de percer la cuirasse adverse rapidement afin d'éviter une lutte d'attrition dont l'Allemagne sortirait inévitablement perdante ; c'est bien le principe de fulgurance de ses troupes blindées et mécanisées que certains appelleront « guerre éclair ».

Comme Guderian et ses variables lourdes, les colonels chinois partent d'un constat stratégique qui leur est contemporain : l'hyperpuissance américaine soutenant une avance militaire qu'il paraît inutile de concurrencer. En effet, reliant l'origine de la chute de l'URSS à la course à l'armement sur laquelle elle s'est épuisée face au géant industriel américain, les auteurs chinois savent que la Chine ne dispose pas de l'efficacité industrielle et des implantations mondiales permettant la captation des ressources nécessaires pour atteindre la parité technologique militaire avec les Etats-Unis. Au-delà de ce différentiel technologique et matériel - en, relative, réduction 20 ans après la publication de l'ouvrage<sup>5</sup> - la Chine accuse un autre retard qu'il lui est difficile de combler par rapport au « gendarme du monde » au regard d'une autre composante de l'opérationnalité de ses forces armées : l'expérience pratique de la guerre, par ailleurs interarmées et interalliées.

A nouveau, Liang et Xiangsui savaient devoir produire une doctrine permettant de contourner la supériorité technique et matérielle militaire américaine sur le court comme sur le long terme ; là réside le principe de la décision stratégique conquise par la combinaison des moyens guerriers et non guerriers que soutient l'ouvrage sous le terme de « guerre hors limites ».

<sup>5</sup> En ce sens, bien qu'un rattrapage s'opère dans nombre des domaines de la technique et de l'approvisionnement en ressources stratégiques, certaines exagérations quant à la supériorité technologique chinoise (chasseurs de dernière génération, drones ou encore technologie de sous-marin supersonique par supercavitation) se comprennent pleinement dans l'adage dérivé des écrits de Sun Tzu : « faible feint la force, fort feint la faiblesse ».

## Un revanchisme historique comme ferment d'une doctrine innovante

Les faiblesses des analogies historiques résident souvent dans la comparaison de moments historiques se développant dans des environnements sociaux incomparables. Quelles que soient les analogies possibles sur le régime politique ou la conduite économique, l'Allemagne d'Hitler n'est pas la Chine de Jinping. Un élément culturel, appuyé au plus haut sommet de l'Etat, les relie néanmoins dans l'écrit : le revanchisme d'un destin historique inassouvi.

Heinz Guderian réserve ainsi un chapitre de son ouvrage au « diktat de Versailles », un traité « *honteux [...] conçu dans un esprit de haine* »<sup>6</sup>. Ces arguments en illégitimité des puissances hégémoniques de l'époque empêchant sa patrie d'occuper la place internationale qui lui est due résonnent avec les écrits et les pensées de nombre de ses compatriotes. Pour bon nombre d'Allemands, les termes du traité de paix de Versailles – cet « armistice pour 20 ans » selon Foch – paraissaient en effet injustement humiliants ; aussi Guderian décrit le pathétique de ses manœuvres de « blindés » de bois et transportés à pieds comme « *franchement comiques* »<sup>7</sup>. Ce procès en illégitimité s'adossait, faut-il le rappeler, à une méfiance entretenue vis-à-vis d'un complot des élites ayant supposément vendu l'armée allemande invaincue à vil prix. Face à l'injustice historique perçue, il apparaissait à notre auteur comme un devoir de rétablir la place légitime de sa nation en surpassant ses adversaires alors que ce premier fait peu de mystère sur la composante notoirement offensive de sa doctrine dont la finalité vise des ennemis – par ailleurs nommément désignés comme tels – clairement déterminés à l'ouest.

Comme le revanchisme historique patiné de procès en illégitimité d'un Guderian, la rhétorique de puissance chinoise, « rêve chinois du grand renouveau national », s'avère toute aussi claire dans les écrits des militaires chinois que dans le Livre blanc sur la défense chinoise de 2015

<sup>6</sup> Heinz Guderian, *Achtung - Panzer !*, Cassell Military Paperbacks, 1999, p. 133 [Trad. par K. Courant].

<sup>7</sup> *Ibid.*, p. 134.

qu'ils nourrissent. Appuyés sur l'opinion selon laquelle la guerre de l'opium a mis un terme aux légitimes ambitions de la puissance chinoise en imposant par la force le plus grand trafic de drogue connu, les auteurs de « La guerre hors limites » et du Livre blanc contestent d'autant plus la légitimité de l'hégémonie américaine issue de la guerre froide. La puissance hégémonique occidentale et américaine en particulier est ainsi visée comme la source de l'instabilité internationale par sa « *politique de puissance et néo-interventioniste* »<sup>8</sup>, notamment dans son ambition suspectée de faire naître des « révolutions de couleur » sur le territoire chinois ou encore de sa manipulation du FMI en vue d'une libéralisation prédatrice dans le cadre de la crise financière asiatique de 1997. L'hégémonie américaine apparaît d'autant plus illégitime aux yeux de Xiangsui et Liang qu'ils réservent une partie de leur ouvrage à arguer que la faiblesse chinoise au regard de son retard technologique est, paradoxalement, une force philosophique qui n'a que dédain pour la vision purement techniciste de la culture américaine.

A nouveau, face à l'injustice historique perçue, il apparaît à nos auteurs comme un devoir de rétablir la place légitime de leur nation – faisant par ailleurs peu de cas de l'avenir de Taïwan comme territoire n'ayant d'autre vocation qu'à réintégrer ses frontières – en surpassant ses ennemis alors que les premiers font peu de mystère sur la composante notoirement offensive de leur doctrine dont la finalité vise, ici encore, des ennemis clairement déterminés.

Le lecteur saisi par notre comparaison voit donc la guerre hors limites prendre la même voie que la guerre mécanisée : un concept bâti dans une volonté de revanche historique, particulièrement adapté à la situation stratégique dans laquelle il évolue et, tragiquement, issu de la recherche de l'achèvement de la pensée de son ennemi anesthésié par son apparente hégémonie. Devant de telles analogies de construction et sachant l'application dévastatrice de la doctrine de Guderian en Europe en 1940, il nous semble falloir nous garder face aux prétentions chinoises, or cela suppose de bien en appréhender l'articulation.

<sup>8</sup> *China's Military Strategy*, mai 2015.

## CE QU'EST LA « GUERRE HORS LIMITES »

Se rappelant la mise en garde audacieuse d'un « Achtung - Panzer ! », nous ne pouvons qu'apprécier la particulière clarté de la définition de la « guerre hors limites » donnée par Qiao Liang et Wang Xiangsui en vue d'en concevoir les incidences pratiques sur notre défense. Cet ouvrage audacieux définit en effet une doctrine cohérente à l'articulation pratique claire qui cible avec aplomb les faiblesses de la culture stratégique occidentale.

### Une doctrine cohérente

Penser la cohérence d'une doctrine qui se définit paradoxalement par son caractère « hors limites » requiert de cerner dans un premier temps ce qu'elle est et ce qu'elle n'est pas afin de la normer et d'en apprécier l'originalité dans son milieu.

Ainsi, en premier lieu, la guerre hors limites n'est pas l'encensement exagéré d'une ou plusieurs techniques particulièrement innovantes et mises en avant par ses contemporains ; elle n'est pas la pensée magique d'une arme ultime. De la même manière que Guderian relativisait l'emploi de certaines armes nouvelles telles que les gaz de combat - qui mobilisaient nombre de ses contemporains de l'entre-deux-guerres<sup>9</sup> pour une utilisation effective quasi nulle sur le champ de bataille futur - et même plus encore l'emploi de chars esseulés, Liang et Xiangsui relativisent l'emploi individuel des armes de précision et des NTIC pourtant tant vantées dans le débat public contemporain. Partant de leur analyse de la guerre du Golfe, ils notent ainsi que si la guerre de l'information - guerre des systèmes de décision - a participé à la victoire claire de la coalition elle ne fut qu'un élément somme toute mineur face à la campagne aérienne tandis, qu'au sein de celle-ci, l'efficacité tactique et *in fine* stratégique des avions A10 et des hélicoptères était de loin

<sup>9</sup> Voir à ce sujet : Jean-Marie Moine, « Un mythe aéronautique et urbain dans la France de l'entre-deux guerres : le péril aérochimique », *Revue historique des armées*, 256, 2009, pp. 94-119.

supérieure aux armes de précision dans une bien moindre publicité. Critique des errements tendant à penser la décision autour d'un système d'arme particulier, la guerre hors limites se refuse à se considérer comme technique.

Se refusant à se limiter à la technique, la guerre hors limites définie comme concept de combinaisons n'est pas pour autant basée sur un concept stratégique *sui generis*. A l'instar de la pensée de Guderian qui, *in fine*, ne fait qu'adapter le concept stratégique fondamental de fulgurance et de combinaison aux moyens blindés, motorisés et mécanisés, Liang et Xiangsui adaptent le concept de combinaison des moyens aux moyens civils et militaires. Aussi, si l'articulation de moyens militaires et non militaires a déjà pu être entrevue comme moyens permettant d'atteindre un but politique, notamment dans le cadre des concepts de « grande stratégie » d'un Liddell Hart, de « stratégie intégrale » d'un Poirier ou de « stratégie indirecte » d'un Beaufre, la guerre hors limites innove en brisant la limite des degrés de la guerre : elle s'ingénie à concevoir la combinaison de moyens et objectifs de niveaux stratégiques, opératifs et tactiques dans la réalisation d'un seul objectif critique. Révolutionnaire, sans faire table rase du passé, la guerre hors limites se définit dès lors pleinement comme combinaisons hors degrés, hors moyens, hors domaines, de moyens militaires et non militaires pour tendre vers un objectif défini.

Art de la combinaison de moyens militaires et non militaires, elle n'est dès lors pas une nouvelle technique ou un concept *sui generis* sans base concrète mais une nouvelle doctrine qu'il faut s'entraîner à intégrer à un environnement donné. Guderian lui-même, quoique conquis par les caractéristiques du tank comme technique au point d'en nommer son ouvrage « Achtung - Panzer ! » (« Attention, blindé ! », en français), s'est efforcé de construire une doctrine d'emploi articulant un ensemble de moyens techniques sur le terrain. Ainsi, dépassant les restrictions matérielles et intellectuelles de l'époque, les forces allemandes s'entraînaient à la manœuvre et à la coordination des forces mécanisées, se passant même de la caractéristique technique effective du char qui était sa mobilité tout terrain ; limitées à l'utilisation d'engins en bois et à un seul engin chenillé par la contrainte de Versailles. A l'instar de

l'exemple allemand, les forces chinoises visent à la mise en place d'outils et de structures (politiques, financières, industrielles, informationnelles) permettant de s'exercer à la combinaison de moyens techniques existants et émergents afin de consolider une doctrine pratique. Concrètement, sans définir la « guerre hors limites » directement en son texte, le Livre blanc chinois de la sécurité de 2015 appelle à « *une vision holistique de la sécurité* » comprenant notamment « *la sécurité traditionnelle et non traditionnelle* » ayant pour objet d'intégrer de « *plus grands sujets, des domaines élargis et une temporalité plus longue* ». Cette ambition conceptuelle s'éclaire tout particulièrement du concept de guerre populaire et de lien civilo-militaire développés comme expressions concrètes de la préparation à cette guerre hors limites : le pouvoir chinois visant ainsi à développer l'interopérabilité des domaines civils et militaires dans les domaines stratégiques par le rapprochement des moyens techniques comme des voies de formation de ses cadres<sup>11</sup>, actant la dualité des usages des moyens techniques dès leur conception<sup>12</sup> et en appelant jusqu'à la formation d'une chaîne de commandement unique<sup>13</sup>.

#### Une doctrine à l'articulation pratique d'une particulière clarté

A l'instar de l'ouvrage de Guderian, l'ouvrage des auteurs chinois vient donner à la doctrine exposée un air de menace réelle en proposant des exemples d'application pratique. Des exemples choisis permettent de souligner le rôle en mutation de la force armée traditionnelle : moyen principal venant permettre la décision stratégique à l'issue d'une

<sup>11</sup> « *China will work to establish uniform military and civilian standards for infrastructure, key technological areas and major industries, explore the ways and means for training military personnel in civilian educational institutions, developing weaponry and equipment by national defense industries, and outsourcing logistics support to civilian support systems* », *China's Military Strategy*, mai 2015.

<sup>12</sup> « *Accordingly, military and civilian resources can be more compatible, complementary and mutually accessible* » ou encore « *integrating military with civilian purposes and combining military efforts with civilian support* », *Ibid.*

<sup>13</sup> « *Building a mechanism for operating CMI. At the state level, it is necessary to establish a mechanism for CMI development, featuring unified leadership, military civilian coordination, abutment of military and civilian needs, and resource sharing.* », *Ibid.*

préparation par d'autres moyens jusqu'à devenir moyen, quasi périphérique, venant seulement préparer l'obtention de la décision par des moyens non militaires.

Ce n'est en effet qu'en percevant l'usage des forces armées comme de moins en moins essentiel à l'issue de la guerre combinée hors limites que le lecteur peut appréhender la force du concept. Ainsi est-il nécessaire de proposer une première expression où la force armée traditionnelle est, certes, mise en œuvre mais où elle n'apparaît pas nécessairement comme le moyen essentiel autour duquel tout autre moyen n'est qu'appui ou soutien : « *alors que l'ennemi ne s'y attend pas du tout, l'assaillant mobilisera secrètement une masse de capitaux et lancera une attaque surprise contre ses marchés financiers ; après avoir provoqué une crise financière il opérera une attaque de ses réseaux grâce à des virus implantés à l'avance dans les systèmes informatiques de l'adversaire et à l'intervention d'équipes de pirates informatiques. Il provoquera ainsi l'effondrement total du réseau électrique civil, du réseau de régulation des transports, du réseau de transactions boursières, des réseaux de télécommunications et des réseaux médiatiques, déclenchant une panique sociale, des troubles civils et une crise gouvernementale. Pour finir, une puissante armée massée aux frontières augmentera progressivement l'emploi des moyens militaires jusqu'à acculer l'ennemi à signer un traité sous la contrainte* »<sup>14</sup>. Ici, si la force armée obtient effectivement et matériellement la décision stratégique par la pression physique qui est sa nature, elle n'exprime celle-ci qu'à l'issue d'un affaiblissement critique, sinon essentiel à la décision, des capacités ennemies.

Pourtant, la guerre hors limites ne porte en germes une révolution dans les affaires stratégiques qu'au moment d'exposer la force armée comme simple moyen parmi d'autres alors que le moyen causant le plus de dégâts à l'ennemi, avec lequel elle est combinée et remportant *in fine* la décision, est d'origine « civile ». En effet, si les moyens financiers, informatiques et informationnels peuvent être combinés en vue de

<sup>14</sup> Qiao Liang et Wang Xiangsui, *La guerre hors limites*, traduit du chinois par Hervé Denès, Rivages Poche, 2006, pp. 205-206.

préparer la prise d'objectifs par des moyens militaires, le raisonnement inverse s'envisage tout autant.

Ainsi en est-il du scénario suivant : la mise en œuvre aux frontières de manœuvres militaires par le pays assaillant sur fond de tension géopolitique entraîne la crainte d'un conflit militaire ou financier ; les marchés anxieux du pays cible voient leurs cours s'effondrer par anticipation des acteurs nationaux autant que par substitution de devises et d'investissements des acteurs internationaux ; des acteurs financiers du pays assaillant viennent acheter des parts d'entreprises prometteuses voire de domaines stratégiques pour l'économie comme la sécurité nationale. Or, si nos auteurs chinois ne nous présentent jamais d'opération effectivement opérée de bout en bout en ces termes, ceux-là nous laissent à combiner pour nous même cette conclusion par leurs exemples. Ainsi nous présentent-ils l'effet financier d'une manœuvre militaire - « *en 1995-1996, à deux reprises, la Chine continentale annonça qu'elle allait opérer des essais de lancement de missiles et organiser des manœuvres militaires dans le détroit de Taïwan. Au moment où les missiles laissaient leur trace dans le ciel, le marché boursier de Taïwan se mit à plonger, entraînant une réaction en chaîne pareille à une avalanche.* »<sup>15</sup> - et l'effet stratégique obtenu à l'issue d'une prédation orchestrée sur base de crise financière - « *Quand la tempête éclata [crise financière asiatique], les Etats-Unis [...] posèrent comme condition à l'attribution par le FMI d'un prêt de 55 milliards de dollars à la Corée l'ouverture totale de son marché, offrant aux capitaux américains l'occasion de racheter des entreprises coréennes à des prix dérisoirement bas [ce qui] s'apparente à une forme déguisée d'occupation économique* »<sup>16</sup>. Ainsi pouvons-nous les rejoindre sur l'idée selon laquelle « *la question clé dont nous voulons parler n'est pas de savoir si les Américains l'ont utilisée [l'arme financière] en connaissance de cause mais si, en tant que super-arme, elle peut fonctionner. Notre réponse est : assurément* »<sup>17</sup>. Suivant ce scénario, l'assaillant s'empare ainsi de structures économiques et financières clés - pour s'accaparer leur rente,

<sup>15</sup> *Ibid.*, p. 263.

<sup>16</sup> *Ibid.*, p. 259.

<sup>17</sup> *Ibid.*, p. 260.

les détruire, les espionner ou s'en servir dans d'autres opérations combinatoires<sup>18</sup> – sans jamais avoir ouvert le feu ni même opéré ne serait-ce qu'un début d'opération militaire traditionnelle autre que des manœuvres « d'exercice ».

### Une doctrine forte de nos failles stratégiques

Doctrine raisonnée s'appuyant sur des expressions concrètes plus que plausibles, la guerre combinée hors limites apparaît dès lors comme une menace sérieuse. Or, comme l'emploi des *Panzerdivisions* s'infiltrant dans les failles de la cuirasse Maginot et du plan Dyle pour porter l'extraordinaire effondrement physique et moral si clairement analysé par André Beaufre et Marc Bloch dans leurs ouvrages respectifs, sa plus grande menace s'inscrit dans l'inertie inhérente à nos conceptions contemporaines juridico-économiques, culturelles et *in fine* stratégiques.

De la même manière que la conceptualisation de la lutte anti-terroriste se heurte à la problématique de la territorialité<sup>19</sup>, la guerre combinée hors limites se joue des conceptions rigides entérinées par la pacification des relations portée par nos structures libérales juridiques et économiques. Ainsi, quelle efficacité espérer des systèmes militaires conventionnels de déni d'accès lorsque des « armes » dormantes sont d'ores et déjà déployées sur le territoire-cible, prêtes à être manipulées et combinées ? La guerre hors limites se jouant des difficultés nationales à normer les flux de temps de paix (échanges de parts d'entreprises stratégiques, investissements à proximité immédiate d'entreprises et d'infrastructures critiques ; possession du foncier agricole ; aménagement des ports et

<sup>18</sup> Vente massive et soudaine de devises, actions ou produits financiers complexes comme moyen parmi d'autres d'une action de déstabilisation combinée par exemple.

<sup>19</sup> Un même individu pouvant être considéré comme un ennemi sur un théâtre d'opérations extérieures et traité, sans autres formes de procès, par les armes et pour un même type d'action effectué sur le territoire national être traité comme un criminel avec ce que ce statut de non-combattant implique en procédures. Ce développement, apparemment incident à notre sujet, prend une autre ampleur à considérer l'utilisation de moyens criminels plus traditionnels combinés au sein d'une stratégie de déstabilisation.

aéroports ; dispersion des capitaux ; etc.), elle étrille les conceptions du « doux commerce »<sup>20</sup> sous-jacentes à notre structure économique.

La caractéristique multidimensionnelle de la guerre combinée hors limites s'infiltré particulièrement dans la volonté, nourrie du refus de la réédition des conflits majeurs du XXème siècle, de repousser la violence hors la société des hommes. Il peut en effet être argué d'un « adoucissement des mœurs » dans nos sociétés occidentales contemporaines : de la réticence à l'emploi du vocabulaire de la guerre à une forme de pusillanimité dans l'emploi de la force armée appuyée par une peur des pertes – justifiant une agressivité et un déploiement limités – autant qu'à une paralysie décisionnelle visant à privilégier le rôle public du défenseur réactif à celui de l'agresseur proactif. Les stratégies misant sur la guerre combinée hors limites sont ainsi d'autant plus insidieuses que leurs moyens incluent des moyens apparemment « non violents » dans des sociétés contemporaines qui rejettent la violence armée sous toutes ses formes. Ces sociétés ne sauraient pleinement percevoir l'agression dans la mise en œuvre de certains moyens (investissements financiers ou lutte informationnelle par exemple) ni accepter l'usage de la force comme moyen proportionné de riposte. Ce trait culturel entraîne un risque de paralysie de la réaction institutionnelle face à des adversaires usant de ces moyens couplés à une gestion fine de montée et de baisse de tensions sur l'échelle de la conflictualité ; s'assurant des gains stratégiques sans pousser à une confrontation armée ouverte<sup>21</sup>. En tout état de cause, ces notions sont

<sup>20</sup> Au-delà de relativiser le lien entre paix et commerce – en ce que le commerce serait également un vecteur de violence – la guerre hors limites relativise plus encore les arguments plus élaborés du doux commerce axés sur l'interdépendance des économies. En effet, l'interconnexion menant à l'interdépendance des économies – elle-même issue de la spécialisation tirée des avantages absolus ou comparatifs – elle peut faire émerger des dépendances critiques en cas de conflit : la domination commerciale internationale en matière de machine-outil et produits finis pouvant, par exemple, s'avérer de très faible valeur en comparaison d'une domination adverse sur l'approvisionnement en matières premières ou énergétiques alors que ce partage s'avérerait tout à fait raisonnable en temps de paix en y assurant un équilibre à somme positive.

<sup>21</sup> Si certains Etats affichent une doctrine d'assimilation des attaques cyber, par exemple, à des attaques militaires conventionnelles ouvrant droit à réaction armée, la difficulté à

pleinement intégrées par les auteurs chinois, qui arguent de la guerre combinée hors limites comme suite logique à la tendance à « *l'adoucissement des armes* »<sup>22</sup>.

Au-delà de ces incidences sur les conceptions de nos sociétés, la guerre combinée hors limites exploite avec habileté les niveaux de conflictualité jusqu'à mettre à mal le caractère protecteur et quasiment indiscuté de *l'ultima ratio* nucléaire dans nos conceptions stratégiques. Si l'arme nucléaire est apparue comme un vecteur permettant d'éviter la guerre globale, longue, industrielle et de haute intensité, elle ne limite ni les guerres périphériques ni les guerres de haute intensité mais de courte durée à objectifs limités. Or la guerre hors limites ou ses prototypes s'inscrivent logiquement dans une approche sub-nucléaire, progressive et contrôlée sans pour autant renoncer à obtenir des objectifs stratégiques critiques aux intérêts des Etats. De la même manière que la ligne Maginot montrait son intérêt dans le cadre d'une guerre longue d'attrition de laquelle l'Allemagne ne pouvait sortir vainqueur, de même l'arme nucléaire ne démontrerait son intérêt (et son pouvoir dissuasif) qu'à partir d'un niveau de contrainte suffisamment important pour en légitimer l'emploi. Dès lors, une guerre éclair contournerait la ligne Maginot autant qu'une guerre aux moyens essentiellement non armés contournerait l'arme nucléaire.

A l'issue de l'analyse permettant d'exposer tant l'originalité que la cohérence et la menace d'emploi d'une telle doctrine, il apparaît impératif de se garder face à la menace la plus cruelle qu'ont eu à subir les Alliés du début de siècle voyant déferler les divisions mécanisées allemandes outre-Rhin : leur propre impréparation intellectuelle et technique.

prouver l'origine des attaques autant que la capacité à jauger l'effet destructeur par celles-ci peinent à justifier une réaction conventionnelle. La réflexion doctrinale quant à l'usage d'armes économiques, financières et informationnelles se trouve grevée par ce paradoxe inhérent à l'identification de l'origine et de l'intention derrière le dommage.

<sup>22</sup> Qiao Liang et Wang Xiangsui, *op. cit.*, pp. 58-63.

## LE DÉSINTÉRÊT DES CONTEMPORAINS FACE À LA RUPTURE DOCTRINALE

Porteurs de concepts différents mais à la genèse similaire et à la portée révolutionnaire comparable, les ouvrages partagent en effet une ultime donnée critique : le désintérêt institutionnel et public de leurs contemporains face aux ruptures qu'ils portent dans un horizon de conflictualité affirmé.

Un désintérêt contemporain nourri par le confort intellectuel

Contrairement à leurs adversaires à venir, les auteurs de rupture sont convaincus que la prochaine guerre ne se livrera pas de la même manière que la précédente : le conflit auquel se préparait Guderian n'allait pas se jouer selon les règles de la Première Guerre mondiale, et la guerre à laquelle se préparent Liang et Xiangsui ne se jouera pas selon celles de la guerre du Golfe. Or, la « *sclérose des armées victorieuses* » guette les vainqueurs de cette dernière.

Les paramètres de la guerre asymétrique, qu'avaient vu poindre les auteurs chinois comme d'autres, avaient déjà surpris nos institutions au point de voir germer sur près de 20 ans de nombreuses adaptations techniques et tactiques autant qu'un foisonnement intellectuel dans la littérature stratégique dédiée. Or, en matière symétrique ou dissymétrique - face à « *une vision holistique de la sécurité* »<sup>23</sup> chinoise comprenant notamment « *la sécurité traditionnelle et non traditionnelle* »<sup>24</sup> - l'approche occidentale, sinon européenne, tend à se penser selon le paradigme des guerres passées. Les programmes contemporains, « systèmes de systèmes » issus de la dite « révolution dans les affaires militaires », se concentrent sur la numérisation, l'infovalorisation et les mises en réseaux des combattants et de leurs appuis et soutiens. Si cette configuration est indiscutablement innovante en matière militaire, la supériorité que permettrait cette configuration

<sup>23</sup> *China's Military Strategy, op.cit.*

<sup>24</sup> *Ibid.*

paraît, institutionnellement, la réponse adaptée à l'incertitude stratégique de demain. Or, la mise en réseau des combattants face aux combinaisons civilo-militaires paraît tel le char face aux divisions mécanisées ; un concept décisif mais non achevé face à la mise en réseaux des moyens civilo-militaires.

L'aspect le plus tragique de cette histoire stratégique comparée paraît ainsi l'incapacité systémique à pleinement intégrer le danger posé par une doctrine pourtant non classifiée et ouvertement expérimentée ; constat permettant à Marc Bloch d'avancer à son époque que « *beaucoup d'erreurs diverses, dont les effets s'accumulèrent, ont mené nos armées au désastre. Une grande carence, cependant, les domine toutes. Nos chefs ou ceux qui agissaient en leur nom n'ont pas su penser cette guerre. En d'autres termes, le triomphe des Allemands fut, essentiellement, une victoire intellectuelle et c'est peut-être là ce qu'il y a eu en lui de plus grave.* »<sup>25</sup>

L'insuffisance d'une prise en compte intellectuelle et institutionnelle à la marge

Cette comparaison, plus polémique car plus politique, pourrait sembler relativisée par un tableau prospectif arguant que le potentiel des combinaisons de la guerre hors limites n'est pas totalement inconnu de nos contemporains. Pourtant, ici encore, la comparaison historique vient mettre en garde contre ces éléments de réassurance en ce que la prise de conscience individuelle et l'expérimentation marginale n'est nullement suffisante à l'émergence d'une réponse systémique face à un adversaire ayant assimilé tout entier un tel système.

Comme Guderian qui souligne l'existence de l'ouvrage du colonel De Gaulle sur la guerre mécanisée, nos auteurs chinois évoquent le général américain Franks, initié sans aboutir sur la voie de cette analyse stratégique. De même, comme Guderian qui alerte sur les expérimentations de la force mécanisée britannique et de la division mécanique française, pouvons-nous (avec d'autres) souligner

<sup>25</sup> Marc Bloch, *L'étrange défaite*, Gallimard, 1990.

l'expérimentation, sinon la mise en pratique, d'une doctrine combinatoire hors limites à l'étranger par la puissance russe pendant l'opération en Crimée et plus largement en Ukraine ou encore, en France, les quelques intégrations, non-systémiques, de moyens d'origine civile aux actions de force du ministère des Armées (actions « civilo-militaires », lutte financière contre certains réseaux terroristes, etc.) et de dispositifs visant à renforcer le contrôle *a priori* des investissements étrangers (Projet de Loi PACTE ; article 55). De même, la manipulation de l'information par des entités étatiques ou affiliées fait l'objet d'une littérature croissante<sup>26</sup> en ce qu'elle se combine aisément à d'autres moyens permettant l'obtention d'un objectif stratégique critique. De la même manière que les réflexions de Guderian étaient connues par ses contemporains mais remises à l'ordre des originalités sans avenir, la guerre combinée hors limites et ses moyens ne sont pas inconnus de nos sociétés mais ne prennent pas pour autant prise dans la mécanique institutionnelle au point d'impulser une intégration systémique.

En France, le débat politique ayant eu lieu au printemps 2018 dans le cadre de l'examen du projet de Loi de Programmation Militaire (LPM) pour 2019-2025 souligne le désintérêt pour le développement de cette doctrine. Certains parlementaires, sensibilisés au sujet, ont souhaité, au-delà du vote des budgets, cranter la programmation en vue de contraindre à une réflexion approfondie dans le cadre de ce vecteur pluriannuel. L'apparition de ce sujet dans le débat parlementaire s'est toutefois rapidement vue opposée un panel d'arguments ayant mené à sa disparition du débat public : d'un impératif de stabilité de la posture stratégique française définie dans sa « Revue stratégique » de défense et de sécurité nationale<sup>27</sup> à l'incompréhension quant à l'innovation apportée

<sup>26</sup> A l'exemple notable du rapport du CAPS et de l'INSERM « Les manipulations de l'information » d'août 2018.

<sup>27</sup> « *L'actuelle revue stratégique a été élaborée il y a seulement quelques mois. On peut la toiletter régulièrement, mais je crains que cela n'amointrisse le sérieux de la posture stratégique de nos armées et de notre diplomatie.* ». Jean-Jacques Bridey (LaREM), président-rapporteur à l'Assemblée nationale, en réponse à l'amendement DN284 de Fabien Lainé (MoDem). Commission de la défense nationale et des forces armées, réunion du 14 mars 2018, Compte rendu n° 57.

par la combinaison de moyens civilo-militaires face à la présence de la force militaire conventionnelle dans des politiques internationales agressives<sup>28</sup>, en passant par le rejet de la notion du fait de son manque de visibilité dans la littérature stratégique autant que du fait de controverses sémantiques<sup>29</sup>. Plus généralement, des réticences politiques et diplomatiques à afficher le caractère agressif de certaines puissances dans leur usage de moyens non militaires freinent également la capacité de cette prise de conscience à prospérer dans le débat public contemporain.

Le sujet ainsi évincé du débat parlementaire, il semblerait dès lors que la capacité à procéder à l'innovation stratégique se limiterait à l'action de l'exécutif, et plus encore des institutions militaires<sup>30</sup>. La question se pose dès lors de la capacité des Armées et de leur ministère – engagés depuis la promulgation de la LPM dans l'assimilation de budgets inégalés et la mise en œuvre de projets nouveaux visant à redresser<sup>31</sup> la Défense

<sup>28</sup> « La rédaction que vous proposez laisserait croire que les pays émergents se livrant à une compétition économique avec nous pourraient aussi se livrer à une compétition d'ordre militaire. Nous ne sommes pas sur la même ligne que vous. Effectivement, il peut y avoir des tensions qui conduisent à cette possibilité, mais l'inverse n'est pas forcément vrai. ». J.J. Bridey en réponse à l'amendement N°181 de F. Lainé visant à substituer au sein du rapport annexé l'alerte quant à une « *compétition accrue, d'abord économique et technologique, mais qui s'étend de plus en plus au domaine militaire* » par celle d'une « *compétition accrue et tous azimuts déstructurant les frontières traditionnelles entre domaines économique, culturel et militaire* ». Compte rendu intégral de la deuxième séance du 20 mars 2018 sur la programmation militaire pour les années 2019 à 2025.

<sup>29</sup> « L'amendement n°117 introduit dans le rapport la notion de « *stratégie intégrale* », qui n'a pas été définie dans la Revue stratégique et qui fait l'objet de nombreux débats entre chercheurs. Avis défavorable. ». Christian Cambon (LR), président-rapporteur au Sénat, en réponse à l'amendement d'Olivier Cigolotti (Union centriste). Compte rendu de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du 22 mai 2018.

<sup>30</sup> Malgré le fait que la maille des armées paraisse trop faible au regard du caractère multidomains et donc essentiellement interministériel des données de la guerre combinatoires hors limites.

<sup>31</sup> « LPM de redressement » ; éléments de langage visant à la promotion de la LPM 2019-2025

Nationale après son attrition physique des 25 dernières années - à intégrer rapidement ce renouveau doctrinal. Beaufre en doutait en son temps en évoquant la mécanique de l'état-major de l'Armée ; *« pilote désabusé de toute grande entreprise par des années de lutttes épuisantes contre le népotisme négatif des Finances, les pressions tatillonnes du Parlement et les foucades initiales des successifs Ministres de la Guerre. Il s'était ainsi élaboré peu à peu une sagesse faite de scepticisme et d'opiniâtreté, utilisant des tactiques spécifiques pour chacun des grands adversaires : vis-à-vis des Finances, défendre l'acquis et ne jamais présenter de dépenses nouvelles (même si elles l'étaient) ; vis-à-vis du Parlement, le noyer sous des détails pour mieux obscurcir l'ensemble ; vis-à-vis du nouveau ministre, paraître toujours céder, puis le paralyser par des avalanches de considérations techniques. Tout ce jeu n'était hélas que défensif et rien de positif ne pouvait en sortir. Mais on considérait comme une victoire d'avoir sauvé l'armée en maintes circonstances »*<sup>32</sup>.

#### L'inévitabilité de la guerre pour ses concepteurs

L'impréparation intellectuelle et, par voie de conséquence, morale et matérielle des contemporains des ruptures doctrinales apparait d'autant plus une vulnérabilité pour ceux-là qu'ils évoluent dans une situation d'instabilité sociale et politique où s'expose une ambition adverse et les moyens de celle-ci.

Sans préjuger du fait que la situation conflictuelle a soutenu le développement de l'innovation doctrinale ou que cette dernière a attisé cette situation à venir, il nous faut souligner, comme autant de mises en garde pour leurs contemporains, que les auteurs de ces ouvrages de rupture ne croyaient pas à la paix et que ces œuvres semblent autant de manuels à usage doctrinal qu'ils étaient l'exposé d'une ambition. Ainsi, sous les doutes de l'un - *« on ne peut penser, même en étant optimiste, que la guerre, sanglante ou non, ait des chances de disparaître brusquement dans un avenir prévisible. [...] ce que nous devons et pouvons faire, c'est nous demander comment obtenir la victoire »*<sup>33</sup> -

<sup>32</sup> André Beaufre, *op. cit.*

<sup>33</sup> Qiao Liang et Wang Xiangsui, *op.cit.*, p. 299.

comme de l'autre - « *nous n'avons aucun moyen de dire où ce chemin [celui des tourments économiques, sociaux, idéologiques, politiques et religieux] nous mènera* »<sup>34</sup> - se dévoile la préparation au conflit nouveau ; sans qu'il ne soit possible par simple comparaison textuelle de distinguer avec certitude le texte allemand du chinois. Or, du pessimisme justifiant le développement de ces doctrines censées apporter la victoire se déduiront les investissements militaires allemands et la diffusion des thèses de Guderian dans l'entraînement des cadres de la Wehrmacht autant qu'ils se prêtent au développement des livres blancs et des investissements tous azimuts chinois.

Comme une ultime mise en garde, les mots de conclusion de Guderian - « *la déesse de la victoire n'accordera ses lauriers qu'à ceux qui sont préparés à agir avec audace.* »<sup>35</sup> - résonnent avec les écrits conclusifs de Liang et Xiangsui - « *si nous voulons nous assurer la victoire dans les guerres à venir, nous devons être tout à fait préparés intellectuellement à cette perspective.* »<sup>36</sup>. Ainsi - alors que le chef d'état-major des armées français souligne que notre force armée conventionnelle, malgré l'effort inégalé de la LPM, « *restera [en 2025] une armée des « dividendes de la paix », une armée de temps de paix* »<sup>37</sup> - il nous revient d'entendre en amont, en France et en Europe, la formule née de la défaite des Alliés au lendemain des succès de Guderian : « *qui ose, gagne* ». Mais oserons-nous à temps ?

*Nourri de son expérience à l'Assemblée Nationale et dans les armées, Kôichi Courant s'exprime ici en son nom propre et n'engage que sa position personnelle.*

<sup>34</sup> Heinz Guderian, *op.cit.*, p. 212.

<sup>35</sup> *Ibid.*

<sup>36</sup> Qiao Liang et Wang Xiangsui, *op.cit.*, p. 237.

<sup>37</sup> Audition du général François Lecointre, chef d'état-major des armées, sur les opérations en cours. Commission de la défense nationale et des forces armées, 17 juillet 2018, Séance de 17 heures, Compte rendu n° 71.

## ONT CONTRIBUÉ À L'ÉLABORATION DE CE NUMÉRO

Mathieu Baudier (39 ans), ingénieur systèmes à Berlin. Membre du Conseil Scientifique de l'Institut des Démocrates Européens, chargé de mission du Parti Démocrate Européen (Europe Centrale, Levant, Ukraine). Diplômé de l'École Centrale Paris (2001) et de l'Académie Diplomatique de Vienne (2009).

Twitter : @mbaudier

Charles Coudoré (29 ans), chargé d'études auprès du Mouvement Démocrate (MoDem). Diplômé de l'Université d'Auvergne (droit, 2010) et de Paris-Sorbonne Nouvelle (études européennes, 2014).

Twitter : @charlescoudore

Kôichi Courant (29 ans), collaborateur parlementaire à l'Assemblée nationale, attaché de défense du groupe MoDem et Apparentés. Officier de réserve dans l'Armée de Terre. Diplômé de Sciences Po (sécurité internationale, 2013) et de l'Université Keio de Tokyo (économie, 2011).

Twitter : @K\_Courant

Pierre-André Hervé (33 ans), consultant indépendant spécialisé en gestion des risques internationaux (Moyen-Orient, en particulier). Ancien conseiller sur les affaires étrangères et la défense du groupe MoDem à l'Assemblée Nationale. Diplômé de l'université Paris I Panthéon-Sorbonne (géographie, 2010) et de Sciences Po (sécurité internationale, 2013).

Twitter : @paherve

Quentin Legouy (29 ans), enseignant. Administrateur d'"Europe Ensemble" et des Jeunes Européens - France. Coordinateur Europe de La République en Marche Loir-et-Cher et responsable du pôle Europe du MoDem Centre-Val de Loire. Diplômé en histoire de Paris-Sorbonne (2012) et de l'Institut d'Etudes Européennes de Paris VIII (2013). Ancien étudiant Erasmus au University College of London.

Alice Le Moal (32 ans), Conseillère municipale déléguée de Clichy-la-Garenne et Conseillère départementale des Hauts-de-Seine. Membre du

Bureau Exécutif du MoDem. Engagée dans l'action sociale auprès de diverses institutions. A parcouru l'Afrique et travaillé à Haïti. Diplômée de Sciences Po Bordeaux (relations internationales, 2010), passée par l'Ecole Nationale d'Administration de Cotonou, au Bénin (2007).

Twitter : @AliceLEMOAL

Chang hua Peng (36 ans), juriste, spécialisé en droit des transports. Auteur d'une thèse de droit comparé français-chinois des transports maritimes. Conseiller départemental du MoDem Paris. Docteur en droit de l'université Paris I Panthéon-Sorbonne, CAPA 2018.

Twitter : @chang\_hua

Sébastien Scutca (31 ans), conseiller stratégique aux affaires multilatérales et au développement au sein de la DG Trésor du ministère de l'Economie et des Finances. Diplômé de Sciences Po (2014), de Kedge BS (2011) et de l'Université d'économie de Vienne (2011).

Twitter : @sebastiencutca

## CONTACT

Site internet : [www.cercle-agenor.org](http://www.cercle-agenor.org)

Adresse mail : [contact@cercle-agenor.org](mailto:contact@cercle-agenor.org)

Twitter : @CercleAgenor

Facebook : Cercle Agénor

Les opinions exprimées dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne sauraient lier les employeurs de ces derniers.

Reproduction interdite sans autorisation.  
Tous droits réservés aux auteurs respectifs.

- Crédits photographiques -

Photo de la signature des Accords de Munich (p. 7) : Bundesarchiv, Bild 183-R69173 / CC-BY-SA 3.0 DE (Wikimedia Commons)

Photo de Emmanuel Mounier (p. 10) : Wikimedia Commons

Photo de Georges Bidault (p. 10) : Dutch National Archives, The Hague, Fotocollectie Algemeen Nederlands Persbureau (ANFO), 1945-1989 / CC BY-SA 3.0 NL (Wikimedia Commons)

Photo de Jean-Pierre Rioux (p. 36) : fournie par M. Rioux

Photo des ouvrages "Achtung - Panzer!" et "La guerre hors limites" (p. 45):  
fournie par Kôichi Courant